

Direction de la recherche, des études,
de l'évaluation et des statistiques
DREES

SÉRIE
STATISTIQUES

**DOCUMENT
DE
TRAVAIL**

Bénéficiaires de l'aide sociale des départements
et de l'État en 2001

Claire Baudier-Lorin et Benoît Chastenet

n° 43 – Décembre 2002

MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES, DU TRAVAIL
ET DE LA SOLIDARITÉ

MINISTÈRE DE LA SANTÉ, DE LA FAMILLE
ET DES PERSONNES HANDICAPÉES

SOMMAIRE

INTRODUCTION	5
LES BÉNÉFICIAIRES DE L'AIDE SOCIALE DÉPARTEMENTALE EN 2001	8
L'AIDE SOCIALE AUX PERSONNES ÂGÉES	12
L'AIDE SOCIALE AUX PERSONNES HANDICAPÉES	16
L' AIDE SOCIALE À L' ENFANCE.....	20
DES DISPOSITIFS DÉPARTEMENTAUX D'AIDE SOCIALE FACULTATIVE POUR FAVORISER L'ACCÈS AUX SOINS DE PERSONNES NON ADMISES À LA COUVERTURE MALADIE UNIVERSELLE	26
LES BÉNÉFICIAIRES DE L'AIDE SOCIALE DE L'ÉTAT EN 2001	27
LISTE DES ILLUSTRATIONS	31
POUR EN SAVOIR PLUS	332
ANNEXES	35
AIDE SOCIALE DES DÉPARTEMENTS.....	37
AIDE SOCIALE AUX PERSONNES ÂGÉES	39
AIDE SOCIALE AUX PERSONNES HANDICAPÉES.....	51
AIDE SOCIALE À L' ENFANCE.....	63
AIDE SOCIALE DE L'ÉTAT	77

Introduction

L'aide sociale, qui relève depuis les lois de décentralisation de 1984 de la compétence des conseils généraux, dispense des prestations et des services répartis en trois principaux secteurs¹ : l'aide aux personnes âgées, l'aide aux personnes handicapées et l'aide sociale à l'enfance. Destinée à des personnes dont les ressources sont trop faibles pour faire face aux besoins liés au handicap, à la vieillesse ou à des difficultés sociales, elle constitue le dernier filet légal de protection et peut être complétée par l'action sociale facultative (encadré 1).

L'article 25 de la loi du 7 janvier 1983 fait obligation aux collectivités locales d'élaborer et de transmettre à l'État les statistiques en matière d'action sociale et de santé liées à l'exercice des compétences transférées. Chaque année, la DREES envoie donc aux conseils généraux un questionnaire destiné à collecter au 31 décembre des informations sur les bénéficiaires relevant de leurs compétences. La DREES a ajouté, à l'enquête 2001, un volet destiné à préciser si les départements ont mis en place des dispositifs d'aide facultative afin de prendre en charge l'accès aux soins de personnes non bénéficiaires de la CMU.

Par ailleurs un questionnaire est adressé aux Directions départementales des affaires sanitaires et sociales (DDASS) pour recueillir les informations concernant l'aide sociale de l'État.

Sont présentés dans ce document les résultats de ces enquêtes au 31 décembre 2001 sur la France métropolitaine et les départements d'outre-mer (encadrés 2 et 7) obtenus à partir d'un taux de réponse de 96 % pour les DDASS, de 95 à 97 % pour les départements selon le questionnaire d'enquête.

Les informations manquantes de la part des services de l'État ou des conseils généraux ont été estimées. En règle générale, ces estimations ont été réalisées en appliquant par variable à chaque département non répondant son taux d'évolution annuel moyen, entre 1992 et 2001.

Néanmoins, pour certaines variables, cette méthode d'estimation s'est révélée insatisfaisante. Par exemple, s'agissant du nombre de bénéficiaires de l'Allocation compensatrice pour tierce personne (ACTP) des 60 ans ou plus, en forte baisse cette année, il a été appliqué le taux moyen d'évolution constatée entre 2000 et 2001 sur les départements répondants. Concernant les données sur le nombre de bénéficiaires de la Prestation spécifique dépendance (PSD) au 31 décembre, l'estimation présentée est issue de deux sources complémentaires de la DREES : d'une part, l'enquête annuelle sur l'aide sociale et d'autre part l'enquête PSD trimestrielle, utilisée ici pour compléter les rubriques non renseignées.

¹ L'aide médicale gratuite a été supprimée et remplacée au 1^{er} janvier 2000 par la Couverture maladie universelle (CMU). Cependant un certain nombre de départements ont mis en place des dispositifs d'aide sociale facultative destinés notamment à aider les non bénéficiaires de la CMU complémentaire à financer leur adhésion à une mutuelle ou à prendre en charge certaines dépenses de soins.

Encadré 1 – Sécurité sociale, aide sociale et action sociale

La Sécurité sociale est la clé de voûte du système de protection sociale français. Elle repose sur des principes d'assurance et de solidarité. Les organismes de Sécurité sociale versent essentiellement des prestations en espèces et couvrent un certain nombre de risques : maladie, accidents de travail, maternité, vieillesse, famille.

L'aide sociale est légale et obligatoire (code de l'action sociale et des familles) ; elle relève du principe d'assistance. Elle présente un caractère supplétif et subsidiaire à la Sécurité sociale. Subordonnée à la notion de besoin, l'aide sociale est spécialisée par champ (vieillesse, handicap, enfance, couverture maladie) et polyvalente. Elle se traduit par des prestations en nature ou en espèces, dont les conditions d'attribution sont fixées par la loi et qui donnent lieu à un financement obligatoire dans un budget public. Au 1^{er} janvier 1984, date d'entrée en vigueur des lois de décentralisation, la quasi-totalité de l'aide sociale a été transférée aux départements, désormais seule collectivité publique de droit commun en matière d'aide sociale. L'État a conservé une compétence d'exception pour certaines prestations bien définies (notamment pour les sans domicile fixe), et depuis le 1^{er} janvier 2000, a retrouvé une compétence en matière d'aide médicale, avec la création de la Couverture maladie universelle (CMU) créée par la loi du 27 juillet 1999.

L'action sociale se situe au-delà des champs couverts par la Sécurité sociale et par l'aide sociale. Qualifiée d'aide « extra-légale » ou facultative, l'action sociale est financée par des ressources de collectivités publiques (Caisse nationale d'assurance vieillesse ou Mutualité sociale agricole, par exemple) mais également par des ressources privées ou des cotisations sociales.

Encadré 2 – L'aide sociale des départements en outre mer (Guadeloupe, Martinique, Guyane et Réunion)

La population des DOM est proportionnellement plus aidée en matière d'aide sociale que celle de la métropole. On compte, sur 10 000 habitants, 222 personnes aidées dans les DOM contre 138 en métropole.

Au 31 décembre 2001, 19 740 personnes sont prises en charge au titre de l'aide sociale aux personnes âgées, 5 375 personnes au titre de l'aide sociale aux personnes handicapées et 11 830 personnes au titre de l'aide sociale à l'enfance.

Tableau 1 – Bénéficiaires de l'aide sociale au 31 décembre - DOM

	1997	1998	1999	2000	2001
AIDE AUX PERSONNES ÂGÉES	13 996	12 443	16 709	18 740	19 739
Aides à domicile	4 236	4 293	9 176	12 348	14 673
Aides ménagères	4 236	4 293	4 161	5 095	5 517
PSD à domicile	nd	nd	5 015	7 253	9 156
Aides à l'hébergement	3 192	2 774	3 303	3 284	3 298
Accueil en établissement ASH	2 932	2 595	2 835	2 771	2 904
Accueil chez des particuliers	260	179	468	494	337
PSD en établissement	nd	nd	0	19	57
ACTP des 60 ans ou plus	6 568	5 376	4 230	3 108	1 768
AIDE AUX PERSONNES HANDICAPÉES	5 051	4 648	4 855	5 253	5 377
Aides à domicile	145	162	172	181	159
Aides ménagères et auxiliaires de vie	145	162	172	181	159
Aides à l'hébergement	1 383	1 070	1 421	1 357	1 306
Accueil en établissement	1 162	847	1 145	1 130	1 064
Accueil chez des particuliers	11	13	73	77	91
Accueil de jour	210	210	203	150	151
ACTP des moins de 60 ans	3 523	3 416	3 262	3 715	3 912
AIDE SOCIALE À L'ENFANCE	10 812	11 721	11 142	11 472	11 830
Enfants confiés à l'aide sociale à l'enfance	4 975	5 055	5 237	5 163	5 403
Placements directs par le juge	1 577	1 641	1 388	1 152	1 192
Actions éducatives (AED et AEMO)	4 260	4 478	4 517	5 157	5 235

Champ : DOM (en droits ouverts)

Source : DREES - enquête Aide sociale.

Les aides aux personnes âgées représentent en volume 53 % des aides totales et la part de l'aide sociale à l'enfance représente 32 % alors que le pourcentage d'aide en faveur des personnes handicapées est plus faible (15 %). Cette structure diffère de celle de la métropole pour laquelle 43 % des aides sont ciblées en direction des personnes âgées, 32 % en direction des enfants et adolescents et 25 % en direction des personnes handicapées.

En rapportant le nombre d'aides au nombre de personnes concernées – INSEE 1999 –, on constate que la politique sociale des DOM est beaucoup plus axée en faveur des personnes âgées que celle de métropole (975 personnes âgées aidées dans les DOM pour 10 000 habitants¹ contre 280 en métropole), par contre elle est sensiblement comparable en ce qui concerne l'aide en faveur des personnes handicapées (60 adultes handicapés aidés dans les DOM pour 10 000 habitants² contre 64 en métropole) et qu'enfin elle est un peu plus axée en faveur de l'aide sociale à l'enfance (208 enfants et adolescents bénéficient d'une aide dans les DOM pour 10 000 habitants³ contre 179 en métropole).

Cet état de fait se traduit au niveau des aides aux personnes âgées par des différences très significatives entre les DOM et la métropole :

- près de 7 fois plus de personnes âgées sont aidées à domicile dans les DOM par le biais d'une aide ménagère ou de la PSD à domicile (725 contre 105 pour 10 000 habitants¹) ;
- 4 fois plus de personnes âgées bénéficient de l'ACTP à domicile ou en établissement dans les DOM (87 personnes contre 22 en métropole pour 10 000 habitants¹) ;
- la baisse de l'ACTP pour les 60 ans ou plus enregistrée en métropole se retrouve dans les DOM. Elle est même plus accentuée puisque le taux de croissance est de -43 % alors qu'il est de -37% en métropole.

En revanche les prestations sociales en faveur des personnes handicapées sont de nature plus comparables entre les DOM et la métropole même si l'on peut noter quelques particularités :

- les bénéficiaires d'une aide à l'hébergement sont proportionnellement plus nombreux en métropole (25 contre 15 pour 10 000 habitants² dans les DOM) ;
- en revanche les bénéficiaires de l'ACTP sont proportionnellement plus nombreux dans les DOM (44 contre 30 pour 10 000 habitants² en métropole).

Enfin, comme en métropole, les chiffres de l'ASE dans les DOM restent relativement stables.

La part des enfants accueillis à l'ASE en 2001 est supérieure à celle des actions éducatives en milieu familial. Elle représente 56 % de l'ensemble des bénéficiaires de l'ASE contre 44 %.

Le nombre d'enfants accueillis à l'ASE augmente de presque 4 % passant de 6 300 en 2000 à 6 600 en 2001. Sur une population de 10 000 habitants âgés de 0 à 19 ans, il y avait fin 2001, 116 enfants accueillis dans les DOM contre 94 en métropole.

Le nombre de placements directs par le juge se stabilise à 1 200 entre 2000 et 2001 après avoir diminué de 27 % de 1997 à 2000 passant de 1 600 à 1 200. Dans le même temps, le nombre d'enfants confiés à l'ASE augmente de 5 % entre 2000 et 2001 passant de 5 200 en 2000 à 5 400 en 2001. Pour 10 000 habitants âgés de 0 à 19 ans, il y avait fin 2001, 95 enfants confiés à l'ASE dans les DOM contre 77 en métropole.

Comme en métropole, les placements judiciaires (placements à l'ASE par le juge et placements directs) sont supérieurs aux placements sur décision administrative à hauteur de 59 % contre 41 %.

Au 31 décembre 2001, on comptait 3 600 placements sur décision judiciaire, contre 2 430 placements sur décision administrative.

Enfin, le nombre d'actions éducatives se stabilise entre 2000 et 2001 à 5 200, après avoir augmenté de 5 % entre 1997 et 2000, passant de 4 300 à 5 200. Pour 10 000 habitants âgés de 0 à 19 ans, il y avait fin 2001 91 enfants ou adolescents ayant bénéficié d'une action éducative à domicile (AED ou AEMO) dans les DOM, contre 86 en métropole.

Les AED ont diminué de 7 % entre 2000 et 2001 passant de 1 250 à 1 200, alors que dans le même temps les AEMO, à l'inverse de la métropole, ont augmenté de 4 % passant de 3 900 en 2000 à 4 100 en 2001.

¹ : personnes âgées de 60 ans ou plus.

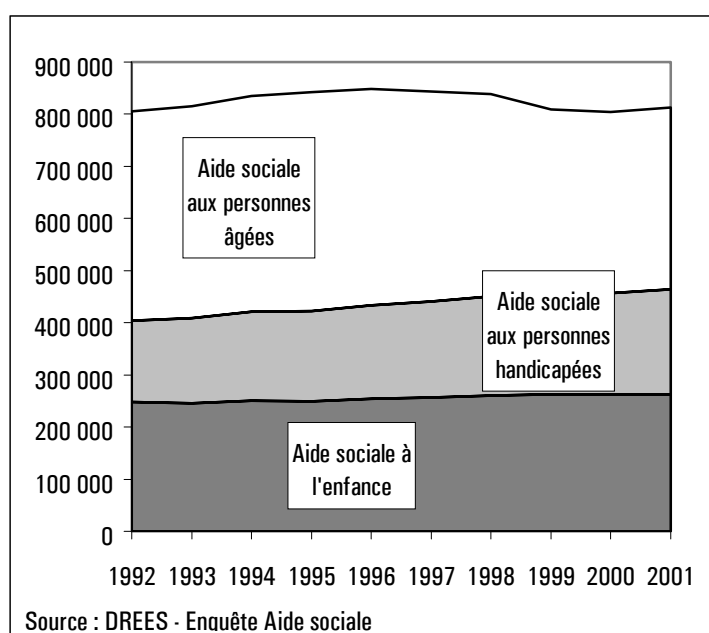
² : adultes de 20 ans ou plus.

³ : enfants et adolescents de 0 à 19 ans.

Les bénéficiaires de l'aide sociale départementale en 2001

Le nombre de bénéficiaires cumulé de l'aide sociale aux personnes âgées, aux personnes handicapées et à l'enfance a sensiblement augmenté de 1988 à 1996 – soit 805 455 bénéficiaires en 1988 contre 848 370 bénéficiaires en 1996 – et baisse depuis cette date (-5 % entre 1996 et 2000). Néanmoins cette tendance semble s'inverser à nouveau en 2001 : on compte 3 584 bénéficiaires de plus par rapport à 2000 (graphique 1).

Graphique 1 – Évolution du nombre de bénéficiaires de l'aide sociale
France métropolitaine



Les différentes catégories de prestations recensées au titre de l'aide sociale connaissent des évolutions différenciées (tableau 2) et la répartition entre les différentes sections de l'aide sociale s'est modifiée depuis 1992 : les parts de l'aide sociale à l'enfance et de l'aide aux personnes handicapées se sont accrues (respectivement 32 et 25 % en 2001 pour 31 et 19 % en 1992), celle de l'aide aux personnes âgées a diminué passant de 50 % en 1992 à 43 % en 2001 (graphique 2).

On compte dorénavant 349 040 bénéficiaires de l'aide sociale aux personnes âgées, 201 470 bénéficiaires de l'aide sociale aux personnes handicapées et 257 530 bénéficiaires de l'aide sociale à l'enfance (tableau 2)

Dans l'ensemble, à la fin 2001, près de 810 000 personnes ont été prises en charge au titre d'une des trois formes de l'aide sociale (encadré 4).

Graphique 2 - Répartition des bénéficiaires de l'aide sociale – France métropolitaine

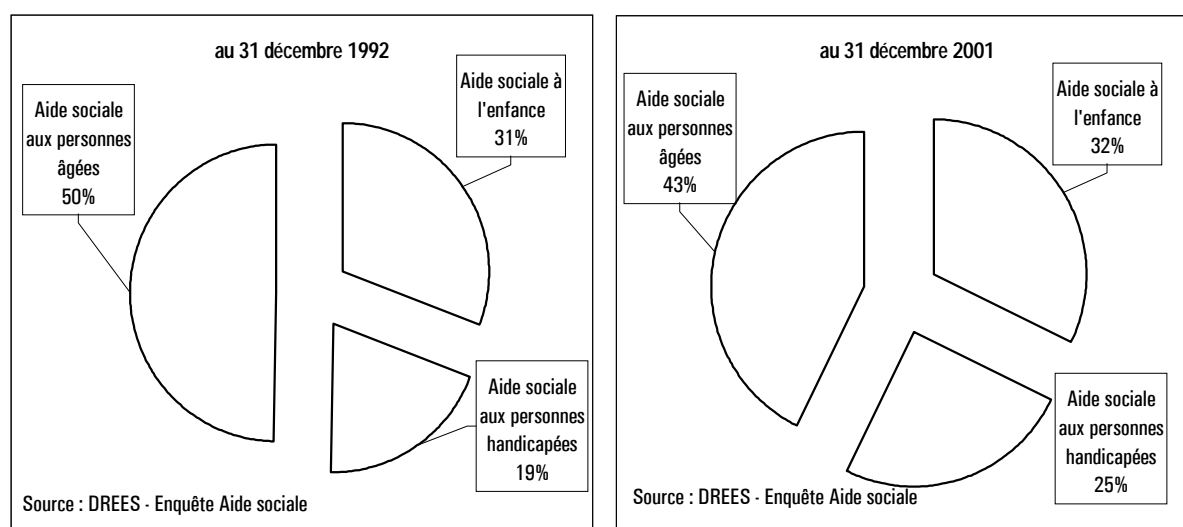


Tableau 2 – Bénéficiaires de l'aide sociale – France métropolitaine

	1997	1998	1999	2000 (**)	2001	Taux de croissance	
						1997/2001	2000/2001
AIDE AUX PERSONNES ÂGÉES	402 827	388 091	356 935	347 547	349 037	-13,35%	0,43%
Aides à domicile	85 415	117 821	119 453	156 875	153 875	80,15%	-1,91%
Aides ménagères	75 415	71 381	64 788	59 813	57 236	-24,11%	-4,31%
PSD à domicile	10 000	46 440	54 665	63 289	74 146	641,46%	17,15%
ACTP 60 ans ou plus à domicile(*)	ND	ND	ND	33 773	22 493	ND	-33,40%
Aides à l'hébergement	142 364	165 585	174 780	190 672	195 162	37,09%	2,35%
ASH en établissement	128 656	125 194	120 908	117 261	116 773	-9,24%	-0,42%
Accueil familial	708	831	920	939	1 011	42,80%	7,67%
PSD en établissement	13 000	39 560	52 952	63 056	72 543	458,02%	15,05%
ACTP des 60 ans ou + en établissement(*)	ND	ND	ND	9 416	4 835	ND	-48,65%
Total ACTP des 60 ans ou plus	175 048	104 685	62 702	43 189	27 328	-84,39%	-36,72%
AIDE AUX PERSONNES HANDICAPÉES	184 093	190 686	189 025	194 557	201 472	9,44%	3,55%
Aides à domicile	9 898	11 592	11 866	90 345	95 224	862,05%	5,40%
Aides ménagères	9 898	11 592	11 866	12 979	13 125	32,60%	1,12%
ACTP - 60 ans à domicile (*)	ND	ND	ND	77 366	82 099	ND	6,12%
Aides à l'hébergement	86 867	89 165	88 955	104 212	106 248	22,31%	1,95%
Accueil en établissement	77 081	78 660	77 980	77 945	79 013	2,51%	1,37%
Accueil familial	2 960	3 005	3 094	3 307	3 442	16,28%	4,08%
Accueil de jour	6 826	7 500	7 881	8 522	9 563	40,10%	12,22%
ACTP des - de 60 ans en établissement(*)	ND	ND	ND	14 438	14 230	ND	-1,44%
Total ACTP des moins de 60 ans	87 328	89 929	88 204	91 804	96 329	10,31%	4,93%
AIDE SOCIALE À L'ENFANCE	257 161	260 017	263 369	262 353	257 532	0,14%	-1,84%
Enfants confiés	109 954	110 647	111 461	110 935	110 829	0,80%	-0,10%
Placements directs	27 200	26 150	25 638	25 077	23 657	-13,03%	-5,66%
Actions éducatives	120 007	123 220	126 270	126 341	123 046	2,53%	-2,61%

(*) Droits ouverts.
(**) Les modifications son dues à des rectifications d'erreurs a posteriori de la part des départements.
Source : DREES - Enquête Aide sociale.

Encadré 3 – Comparaison des données provisoires¹ et des données définitives²

Une publication, parue en juillet 2002, a fait état des premières données chiffrées pour l'année 2001 à partir de la remontée d'une soixantaine de questionnaires, les données sur les départements non répondants ayant fait l'objet d'estimations en appliquant essentiellement par variable à chaque département non répondant son taux d'évolution annuel moyen.

Tableau 3 – Comparaison (données provisoires et données définitives)

au 31 décembre 2001	Chiffres provisoires	Chiffres définitifs	Ecart (nombre)	Ecart (%)
AIDE AUX PERSONNES ÂGÉES	345 551	349 037	3 486	1%
Aides à domicile	152 596	153 875	1 279	1%
Aides ménagères	55 343	57 236	1 893	3%
PSD à domicile	73 728	74 146	418	1%
ACTP 60 ans ou + à domicile(*)	23 525	22 493	-1 032	-4%
Aides à l'hébergement	192 955	195 162	2 207	1%
ASH en établissement	116 319	116 773	454	0%
Accueil familial	979	1 011	32	3%
PSD en établissement	71 038	72 543	1 505	2%
ACTP des 60 ans ou + en établissement(*)	4 619	4 835	216	5%
Total ACTP des 60 ans ou plus	28 144	27 328	-816	-3%
AIDE AUX PERSONNES HANDICAPÉES	201 002	201 472	470	0%
Aides à domicile	94 860	95 224	364	0%
Aides ménagères	14 131	13 125	-1 006	-7%
ACTP - 60 ans à domicile (*)	80 729	82 099	1 370	2%
Aides à l'hébergement	106 142	106 248	106	0%
Accueil en établissement	79 457	79 013	-444	-1%
Accueil familial	3 514	3 442	-72	-2%
Accueil de jour	8 853	9 563	710	8%
ACTP des - 60 ans en établissement(*)	14 318	14 230	-88	-1%
Total ACTP des moins de 60 ans	95 047	96 329	1 282	1%
AIDE SOCIALE À L'ENFANCE	262 375	257 532	-4 843	-2%
Enfants confiés	111 474	110 829	-645	-1%
Placements directs	24 204	23 657	-547	-2%
Actions éducatives	126 697	123 046	-3 651	-3%

(*) Droits ouverts.
Source : DREES - Enquête Aide sociale.

Concernant le champ des personnes âgées, on peut noter que le total des personnes aidées avait été sous-estimé de 3 500 bénéficiaires.

Cette sous estimation provient à la fois :

- de l'aide à l'hébergement et plus précisément de la PSD : on estimait en juillet à 71 038 le nombre des bénéficiaires de la PSD, alors qu'on en compte 72 543 en décembre.
- de l'aide à domicile et plus précisément de l'aide ménagère (on estimait à 55 343 le nombre des bénéficiaires de l'aide ménagère en juillet contre 57 236 comptabilisés en décembre)
- de l'ACTP qui n'est renseignée que par 65 départements (pour le total) et par 50 départements pour la ventilation entre domicile et établissement (en droits ouverts). Cette ventilation, n'étant demandée que depuis deux ans, est difficile à estimer sur les départements non répondants.

Concernant le champ des personnes handicapées, le total des personnes aidées ainsi que les sous-totaux concernant la part domicile et la part établissement avaient été correctement estimés. Néanmoins, on note des différences dans les détails :

- des aides à domicile : le nombre des bénéficiaires de l'ACTP à domicile a été sous-estimé en raison principalement du taux de non réponses enregistré (45 %) de la même façon que pour les personnes âgées (80 729 en juillet contre 82 099 en décembre) ; en revanche, les aides ménagères étaient sur-estimées (14 131 en juillet contre 13 125 en décembre).
- des aides à l'hébergement : le nombre de bénéficiaires d'un accueil de jour a été sous-estimé (8 853 en juillet contre 9 563 en décembre). C'est une donnée qui, dans certains départements et en raison de la nature même de l'aide, peut enregistrer des variations importantes d'une année sur l'autre.

Concernant le champ de l'aide sociale à l'enfance, le résultat définitif de l'ensemble des bénéficiaires de l'ASE est ramené en décembre à 257 550, soit 4 850 de moins par rapport au chiffre estimé à 262 400 en juillet.

Cette différence s'explique essentiellement par une baisse significative des AEMO qui ont été surestimées en juillet 2002 à 95 400. Le chiffre définitif pour 2001 s'établit à 91 400 soit une différence de 4 000 par rapport à l'estimation de juillet, en raison, semble-t-il, d'erreurs de comptage de certains départements sur l'exercice 2000, qui se sont avérés postérieurement.

En revanche, les résultats estimés en juillet 2002 des enfants confiés, des placements directs par le juge, ainsi que ceux des Actions éducatives à domicile (AED) sont proches des résultats définitifs :

- le nombre d'enfants confiés à l'ASE estimé à 111 474 passe à 110 800 soit un peu moins de 700 de différence ;
- le chiffre estimé des placements directs par le juge de 24 200 est ramené à 23 700, soit 500 de différence ;
- le chiffre estimé des AED passe de 31 300 à 31 600, soit 300 de différence.

¹ Études et résultats n° 180 juillet 2002.

² Novembre 2002.

Encadré 4 – Nombre de bénéficiaires de l'aide sociale

Le graphique d'évolution du nombre de bénéficiaires de l'aide sociale depuis 1992 couvre une partie des aides dispensées par les conseils généraux au titre de l'aide sociale (graphique 1). Dans la série chronologique, ont été pris en compte :

- Pour l'Aide sociale aux personnes âgées (ASPA), les bénéficiaires d'une aide à domicile (aide ménagère et prestation spécifique dépendance) les bénéficiaires d'une allocation pour tierce personne de 60 ans ou plus et les bénéficiaires d'une prise en charge en hébergement (accueil en établissement, au titre de l'aide sociale à l'hébergement ou de la prestation spécifique dépendance et accueil chez des particuliers).
- Pour l'Aide sociale aux personnes handicapées (ASPH), les aides à domicile (aides ménagères ou auxiliaires de vie), les bénéficiaires d'une allocation pour tierce personne pour les moins de 60 ans et les bénéficiaires des aides à l'hébergement (accueil en établissement, accueil familial et accueil de jour).
- Pour l'Aide sociale à l'enfance (ASE), sont comptabilisés les enfants placés : les enfants confiés à l'ASE et les placements directs par le juge ainsi que les mesures d'aides éducatives [Actions éducatives en milieu ouvert (AEMO)] et Actions éducatives à domicile (AED). Sont exclues les aides financières et l'appui d'une travailleuse familiale.

Il faut signaler que l'enquête permet de comptabiliser des mesures d'aide et non des individus, une personne pouvant être comptabilisée plusieurs fois si elle bénéficie de plusieurs aides.

L'aide sociale aux personnes âgées

En 2001 comme en 2000, 4 personnes âgées sur 7 bénéficient d'une aide en établissement et 3 personnes âgées sur 7 d'une aide à domicile.

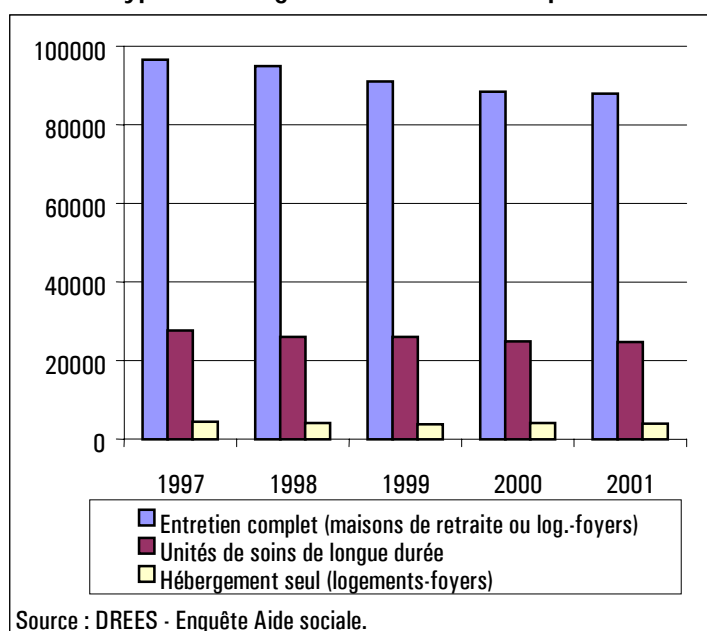
195 165 personnes âgées bénéficiaires d'une aide sociale sont accueillies en établissement ou en famille d'accueil

La personne âgée qui ne peut être maintenue à son domicile, peut demander la prise en charge de l'aide sociale pour un placement chez des particuliers (placement familial) ou dans un établissement d'hébergement social ou médico-social habilité à l'aide sociale par le président du conseil général. Ce type d'aide est en hausse de 2,5 % par rapport à l'année 2000.

116 775 personnes âgées bénéficient de l'Aide sociale à l'hébergement (ASH) pour un hébergement en établissement. Ce chiffre est en diminution constante de plus de 13 % en neuf ans. L'élévation du niveau de vie des personnes âgées en est la cause principale. Ainsi, depuis 1992, le nombre de bénéficiaires du minimum vieillesse a baissé de plus d'un tiers passant d'environ 1 100 000 à 700 000 en 2000.

Parmi ces personnes âgées, 88 115 bénéficient d'une prise en charge complète (hébergement et restauration) en maisons de retraite, hospices ou logements-foyers, 24 735 sont accueillies en unités de soins de longue durée et 3 925 bénéficient d'une prise en charge de leur loyer et charges locatives en logements-foyers (graphique 3).

Graphique 3 - Évolution du nombre de personnes âgées bénéficiaires d'une aide à l'hébergement selon les types d'hébergement – France métropolitaine



La PSD en établissement concerne, en 2001, 72 545 bénéficiaires. Ce chiffre est en augmentation de 15 % par rapport à 2000 alors que l'on ne compte plus que 4 835 bénéficiaires de l'ACTP en établissement, en baisse de 48,5 % par rapport à 2000

(graphique 4 et encadré 5). La PSD en établissement représente, fin 2001, 94 % des bénéficiaires des prestations dépendance (ACTP + PSD).

Enfin, en 2001, 1 010 personnes âgées sont placées chez des particuliers, à titre onéreux et habituel, soit 7,5 % de plus qu'en 2000. Dans ce cas le département verse une allocation de placement familial au particulier ou à la famille d'accueil agréés qui reçoit la personne âgée.

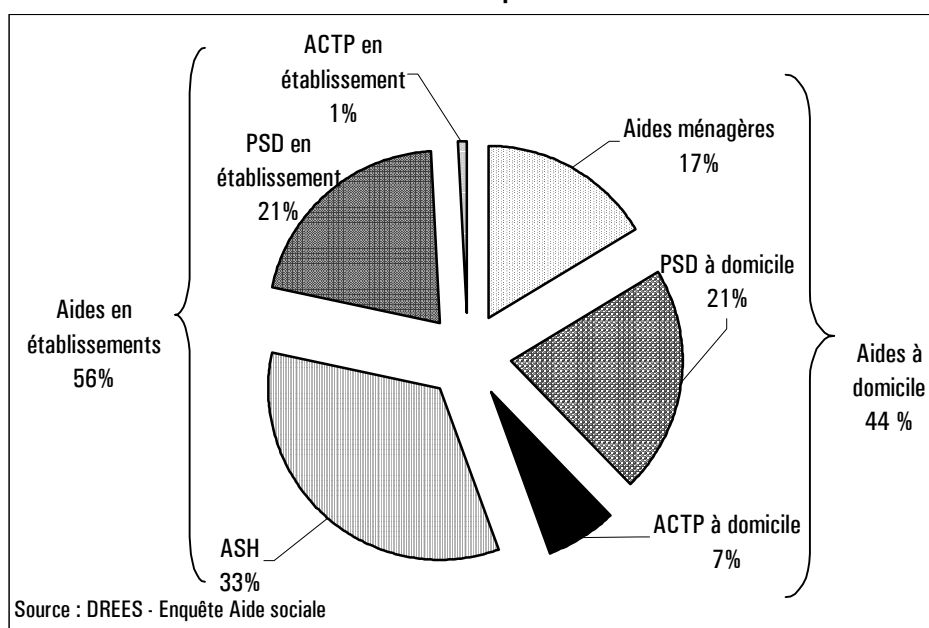
153 875 personnes âgées sont bénéficiaires d'une aide sociale à domicile

La politique de soutien au maintien à domicile des personnes âgées vise à leur permettre de rester à leur domicile, même si elles ne peuvent accomplir seules les actes de la vie quotidienne. Dans ce cadre, l'aide sociale accorde aux personnes âgées à revenus modestes la prise en charge financière d'une tierce personne pour les aider et, ce, sous la forme de trois dispositifs : les aides ménagères, l'ACTP ou la PSD (graphique 4 et encadré 5). L'aide sociale à domicile est en baisse moyenne de 2 % par rapport à 2000.

57 235 personnes âgées bénéficient fin 2001 d'une aide ménagère. Ce chiffre est en baisse de 4,5 % par rapport à l'année 2000. On constate en effet une baisse continue depuis le milieu des années 1980 du nombre de bénéficiaires d'une aide ménagère en raison principalement de l'élévation du niveau de vie des personnes âgées (le barème de ressources pour bénéficier de l'aide ménagère correspond à celui du minimum vieillesse).

74 145 personnes âgées bénéficient de la prestation spécifique dépendance à domicile et seulement 22 495 de l'allocation compensatrice pour tierce personne. En effet, la PSD, instrument majeur de l'aide aux personnes âgées dépendantes, a été mise en place en 1997 pour remplacer l'ACTP pour les personnes de 60 ans ou plus. Le nombre de bénéficiaires de la PSD à domicile est ainsi en augmentation de 17 % par rapport à 2000 alors que le chiffre de bénéficiaires de l'ACTP est, lui, en baisse de 33,5 % (encadré 5).

**Graphique 4 - Répartition des aides sociales aux personnes âgées à domicile et en établissement
France métropolitaine**



Encadré 5 – Vieillesse et dépendance

174 000 personnes âgées bénéficiaient à la fin 2001 d'une prise en charge au titre de leur dépendance (ACTP et PSD)

L'Allocation compensatrice pour tierce personne (ACTP), créée par la loi du 30 juin 1975 a été, jusqu'à l'instauration de la Prestation spécifique dépendance (PSD) par la loi du 24 janvier 1997, l'instrument majeur de l'aide aux personnes âgées dépendantes. Cette aide en espèces est allouée sous conditions de ressources aux personnes qui ont besoin de l'assistance d'un tiers pour accomplir les actes de la vie quotidienne. Le bénéficiaire doit être âgé d'au moins 16 ans, présenter un taux de handicap supérieur ou égal à 80 % et justifier de ressources inférieures au plafond d'attribution de l'allocation adulte handicapé majoré du montant de l'allocation compensatrice elle-même. Le montant de l'ACTP varie selon la nature et la permanence de l'aide dont la personne a besoin (entre 366,53 € et 733,06 € par mois). Il est calculé par référence à la majoration pour tierce personne accordée aux invalides de 3^e catégorie, soit entre 40 % et 80 % de son montant (916,32). Jusqu'en 1996, 70 % de cette aide était versée à des personnes de 60 ans ou plus.

Depuis 1997, le nombre de bénéficiaires de l'ACTP de 60 ans ou plus a régulièrement diminué en raison de la mise en place de la PSD. Cette prestation en nature – c'est-à-dire qu'elle rémunère directement un service d'assistance pour l'habillement, la toilette, les repas... – est octroyée sous conditions de ressources aux personnes âgées de 60 ans ou plus. Elle est destinée à couvrir l'aide dont la personne dépendante a besoin à son domicile ou en établissement. Son montant est fonction de l'importance des aides directes nécessitées par le degré de perte d'autonomie de la personne évaluée par une commission médico-sociale du département (grille d'évaluation nationale AGGIR). Les montants moyens mensuels sont de 549 € à domicile et 305 € en établissement.

En 1999, le nombre de bénéficiaires d'une ACTP en faveur des personnes âgées de 60 ans ou plus est devenu inférieur à celui des bénéficiaires de la PSD. Au 31 décembre 2001, on ne comptait plus que 27 300 bénéficiaires d'une ACTP, aidés dans près de huit cas sur dix à domicile, contre 203 100 en 1996.

À l'inverse, depuis 1997, le nombre de bénéficiaires de la PSD a été multiplié par plus de 6 fois et à la fin 2001, 146 700 personnes en bénéficiaient, dont un peu plus de la moitié à domicile, soit une augmentation de 16 % par rapport à 2000.

Fin 2001, le nombre total de personnes bénéficiant d'une prestation au titre de la dépendance (PSD ou ACTP) s'établit à environ 174 000. Ce chiffre est légèrement plus élevé que celui observé en 2000 (de 2,5 %) mais il est de 14 % inférieur au nombre de bénéficiaires de l'ACTP de 60 ans ou plus recensés en 1996.

La PSD est remplacée depuis le 1^{er} janvier 2002 par l'allocation personnalisée d'autonomie (APA).

Tableau 4 – Vieillesse et dépendance au 31 décembre – France métropolitaine

	1996	1997	1998	1999	2000	2001
Allocation pour tierce personne des 60 ans ou plus	203 095	175 050	140 685	62 700	43 190	27 330
Prestation spécifique dépendance		23 000	86 000	107 615	126 345	146 690
Ensemble	203 095	198 050	226 685	170 315	169 535	174 020
Champ : France métropolitaine (en droits ouverts).						
Source : DREES - Enquête aide sociale.						

Répartition par sexe des personnes âgées bénéficiaires d'une aide sociale

La mise en regard des structures par sexe des populations en ménage ou en collectivité et des populations de bénéficiaires révèle des différences notables selon que l'on observe l'aide à domicile ou l'aide à l'hébergement (graphique 5).

Ainsi à domicile, les hommes âgés de 60 ans ou plus ne représentent que 23 % des bénéficiaires d'une aide à domicile² alors qu'ils sont 43 % à vivre dans un ménage³ – INSEE 1999 –.

En revanche, les femmes recourent proportionnellement davantage à une aide à domicile. Elles sont en effet 77 % à bénéficier d'une aide à domicile alors qu'elles ne représentent que 57 % des ménages des 60 ans ou plus – INSEE 1999 –.

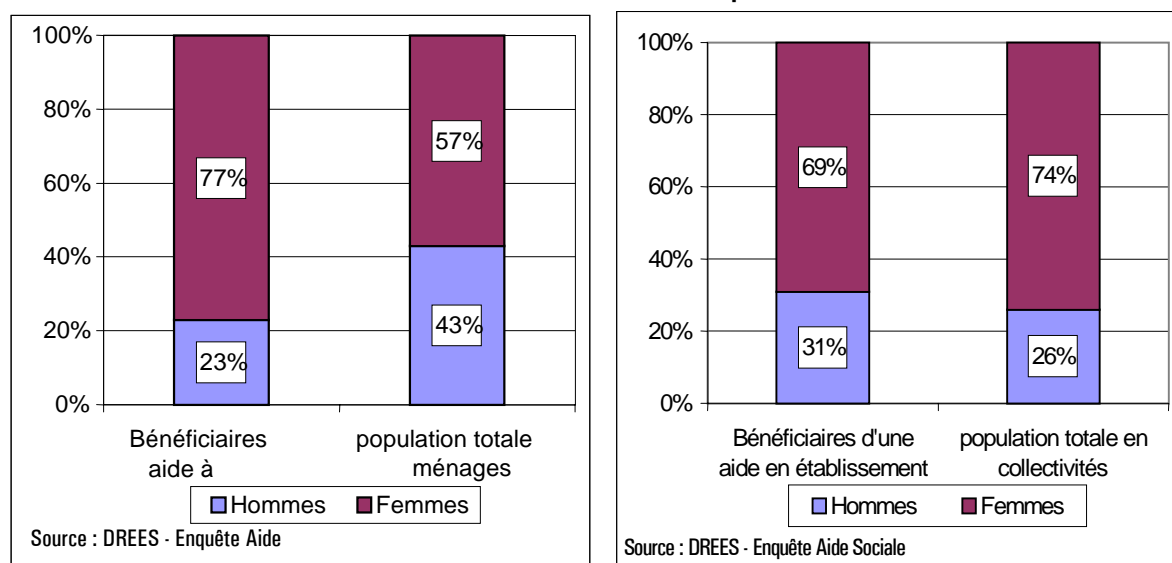
En établissement le rapport entre la population hommes/femmes en collectivités⁴ et les bénéficiaires d'une aide à l'hébergement⁵ est comparable :

74 % de la population en collectivités est constituée de femmes – INSEE 1999 – et elles représentent 69 % des bénéficiaires d'une aide à l'hébergement ;

26 % de la population en collectivités est constituée d'hommes – INSEE 1999 – et ils représentent 31 % des bénéficiaires d'une aide à l'hébergement.

Au total, les femmes représentent donc près de 3/4 des bénéficiaires d'une aide alors qu'elles ne représentent que 58 % de la population française de cet âge – INSEE 1999 –.

Graphique 5 - Sexe des personnes âgées bénéficiaires d'une aide sociale à domicile ou en établissement – France métropolitaine



Répartition par âge des personnes âgées bénéficiaires d'une aide sociale

Les 85 ans ou plus qui ne représentent que 2 % de la population française et dont 72,5 % sont des femmes – INSEE 1999 – constituent la part la plus importante de la population des bénéficiaires. En effet, cette tranche d'âge regroupe des personnes qui émargent de façon importante à l'aide sociale en raison de faibles ressources financières (petites retraites, femmes n'ayant jamais été salariées...).

² Bénéficiaires d'une aide ménagère ou de la PSD à domicile.

³ Les ménages, au sens du recensement, incluent les personnes qui vivent en logements-foyers. Les logements-foyers, dans les enquêtes de la DREES, sont classés dans les établissements.

⁴ On ne compte ici dans les collectivités que les maisons de retraite et les unités de soins de longue durée.

⁵ Bénéficiaires d'une aide sociale à l'hébergement, de la PSD en établissement ou d'un accueil familial.

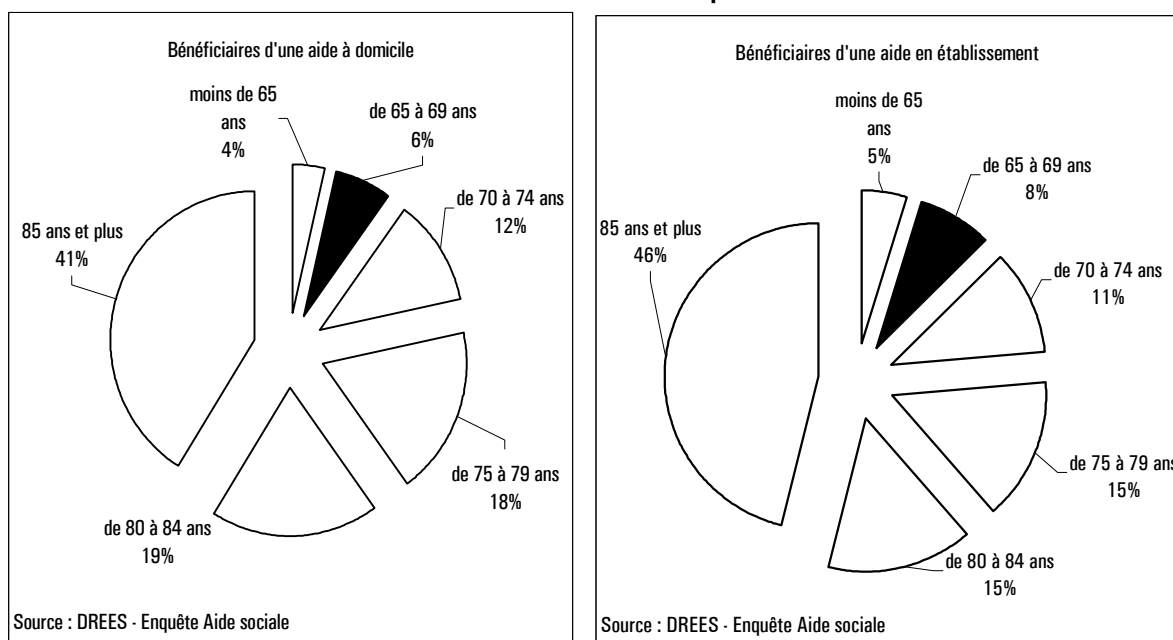
En particulier, les 85 ans ou plus qui ne représentent que 9 % de la population en ménage³ – INSEE 1999 –, représentent 41 % des bénéficiaires de l'aide sociale à domicile². En établissements, alors qu'elles constituent 59 % de la population en collectivités⁴ – INSEE 1999 –, elles représentent 46 % des bénéficiaires de l'aide sociale à l'hébergement⁵.

En revanche, les personnes âgées de 75 à 84 ans, qui représentent 5 % de la population française et dont 61,5 % sont des femmes – INSEE 1999 –, sont globalement moins dépendantes et proportionnellement plus nombreuses à rester chez elles. Elles constituent :

25 % de la population en ménage – INSEE 1999 – et représentent 37 % des bénéficiaires d'une aide à domicile ;

25 % de la population en collectivités – INSEE 1999 – et représentent 30 % des bénéficiaires d'une aide à l'hébergement (graphique 6).

Graphique 6 – Âge des personnes âgées bénéficiaires d'une aide sociale à domicile ou en établissement – France métropolitaine



L'aide sociale aux personnes handicapées

En 2001, 53 % des adultes handicapés bénéficient d'une aide en établissement et 47 % d'une aide à domicile.

106 250 adultes handicapés bénéficiaires d'une aide sociale sont accueillis en établissement ou en famille d'accueil

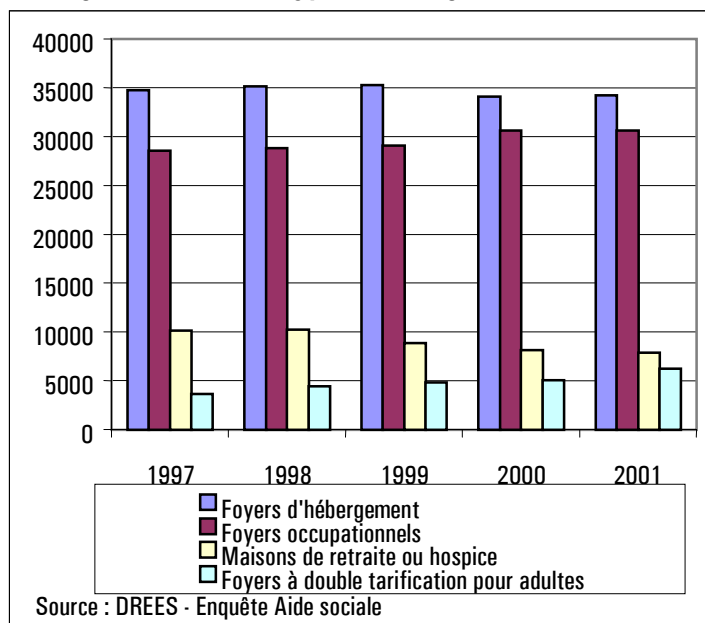
L'adulte handicapé, qui ne peut être maintenu dans un milieu ordinaire de vie, peut bénéficier d'une prise en charge départementale en établissement médico-social, avec ou sans hébergement. Ce type d'aide est en hausse de 2 % par rapport à 2000.

Les établissements d'accueil et d'hébergement pour adultes handicapés financés partiellement ou totalement par l'aide sociale sont de trois types : les foyers d'hébergement, les foyers occupationnels et les foyers à double tarification. Les foyers d'hébergement sont des établissements sociaux assurant l'hébergement et l'entretien des travailleurs handicapés qui exercent une activité pendant la journée en Centres d'aide par le travail (CAT), en ateliers protégés ou en milieu ordinaire. Les foyers occupationnels dits foyers de vie, établissements médico-sociaux, accueillent la journée des personnes qui ne sont pas en mesure de travailler mais qui disposent d'une certaine autonomie physique ou intellectuelle. Enfin les foyers à double tarification sont destinés à accueillir des personnes lourdement handicapées dont la dépendance totale ou partielle les rend inaptes à toute activité à caractère professionnel.

Le nombre de bénéficiaires dans ces établissements est en augmentation constante depuis 1992 : 79 015 bénéficiaires en 2001 contre 69 100 en 1992.

En 2001, 34 075 adultes handicapés sont hébergés en foyers d'hébergement, 30 490 sont accueillis en foyers occupationnels, 7 885 vivent en maisons de retraite, hospices ou unités de soins de longue durée et 6 565 résident en foyers à double tarification pour adultes lourdement handicapés (graphique 7).

Graphique 7 – Évolution du nombre de personnes handicapées bénéficiaires d'une aide à l'hébergement selon les types d'hébergement – France métropolitaine



Les personnes handicapées en établissement sont, en outre 14 230, soit 13,5 %, à bénéficier de l'ACTP, chiffre équivalent à celui de 2000 (graphique 8).

Les solutions alternatives à l'hébergement en établissement, tels que l'accueil de jour ou le placement familial, bien qu'en développement, ne touchent que 12 % des bénéficiaires en établissement en 2001. L'accueil de jour a été multiplié par trois depuis 1992 et concerne désormais 9 565 personnes, en augmentation de 12 % par rapport à 2000. Quant au placement familial, s'il progresse de façon constante depuis 1992 et de 4 % encore en 2001, il reste encore marginal puisqu'il ne permet de prendre en charge que 3 440 personnes handicapées.

95 225 adultes handicapés sont bénéficiaires d'une aide à domicile

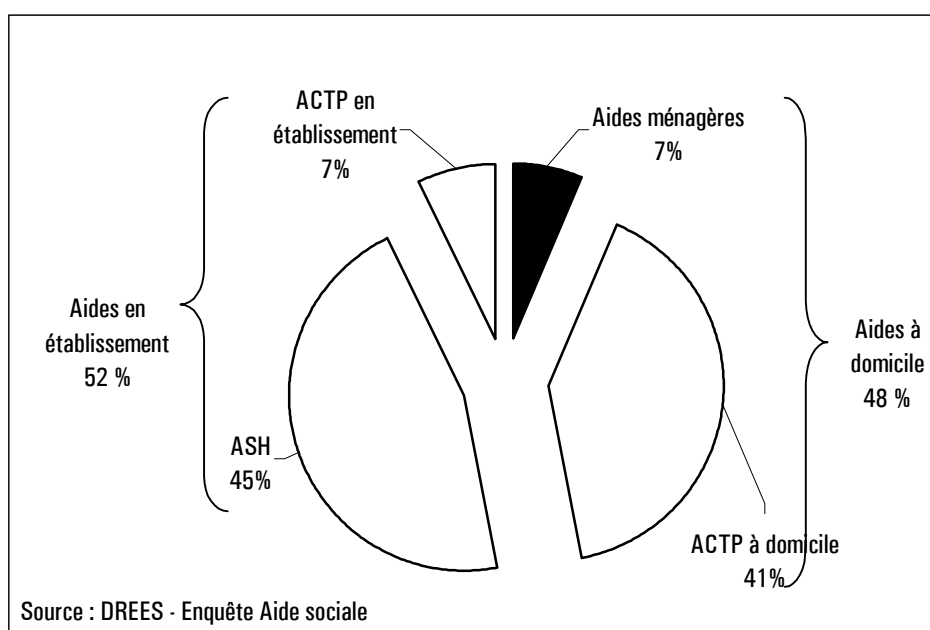
Pour l'essentiel l'aide à domicile, en hausse moyenne de 5,5 % par rapport à 2000, s'opère par le versement de l'allocation compensatrice pour tierce personne (graphique 8). Cette allocation en espèces a été versée en 2001 à 82 100 adultes handicapés ayant besoin d'une tierce personne pour accomplir les actes essentiels de la vie quotidienne. Leur nombre est en augmentation de 6 % entre 2000 et 2001.

L'aide à domicile comprend deux autres éléments. D'une part l'aide ménagère correspondant à la prise en charge partielle d'un quota d'heures d'intervention d'aides ménagères ou d'auxiliaires de vie employées par un service habilité. La personne handicapée doit présenter un taux d'incapacité permanente d'au moins 80 % ou être, compte tenu de son handicap, dans l'impossibilité reconnue par la Commission technique d'orientation et de reclassement (COTOREP), de se procurer un emploi. D'autre part, s'il n'y a pas d'aides ménagères, une allocation représentative des services ménagers est versée pour rémunérer une employée de maison.

En 2001, 13 125 adultes handicapés ont bénéficié d'une aide ménagère ou d'une auxiliaire de vie. Si ce type d'aide a doublé depuis 1992 et augmente encore de 1 % par rapport à 2000, il ne représente néanmoins que 6,5 % de l'aide sociale aux personnes handicapées.

3 200 postes d'auxiliaires de vie devraient être créés d'ici fin 2003 dans le cadre du plan triennal (2001-2003) en faveur des personnes handicapées, pour atteindre le chiffre de 5 000 auxiliaires de vie.

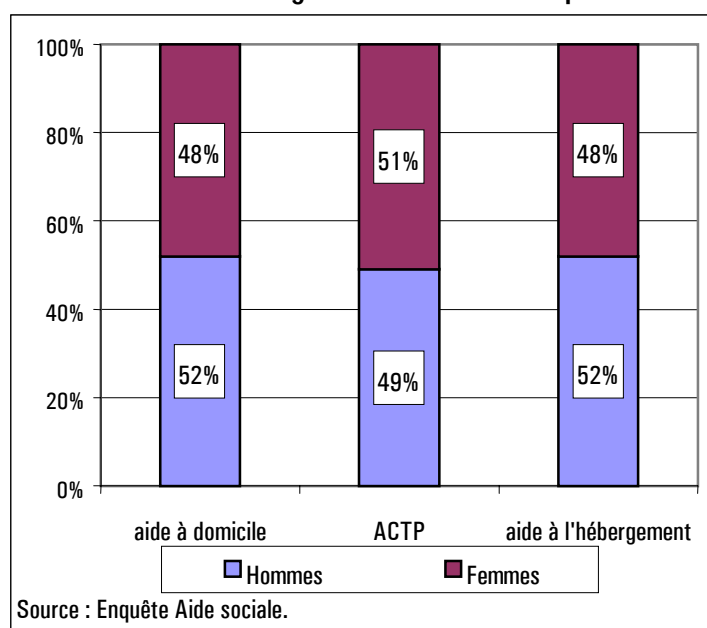
Graphique 8 – Répartition des aides sociales aux personnes handicapées à domicile ou en établissement – France métropolitaine



Répartition par sexe des personnes handicapées bénéficiaires d'une aide sociale

Quel que soit le type d'aide (aide à l'hébergement⁶, aide à domicile⁷ et ACTP⁸), les statistiques sur l'année 2001 font apparaître que les prestations sociales sont presque autant versées à des hommes qu'à des femmes (graphique 9). On note que 52 % des hommes sont bénéficiaires d'une aide à domicile et d'une aide à l'hébergement et que 51 % des femmes bénéficient d'une ACTP.

Graphique 9 – Sexe des personnes handicapées bénéficiaires d'une aide à domicile, d'une ACTP ou d'une aide à l'hébergement – France métropolitaine



Répartition par âge des personnes handicapées bénéficiaires d'une aide sociale

La population bénéficiaire d'une aide à l'hébergement¹³ est en structure plus jeune que celle bénéficiaire d'une aide à domicile¹⁴. En effet parmi les bénéficiaires, les personnes handicapées de moins de 35 ans sont proportionnellement 4,5 fois plus nombreuses en établissement qu'à domicile et les personnes handicapées de 45 ans ou plus sont, elles, proportionnellement 2 fois plus nombreuses à domicile qu'en établissement (graphique 10).

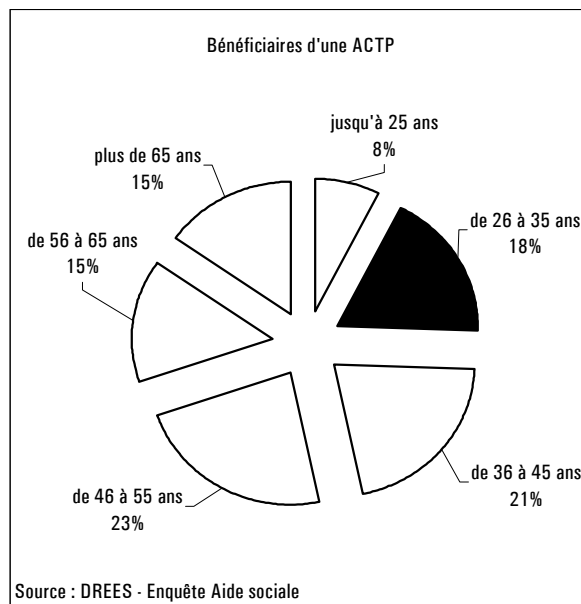
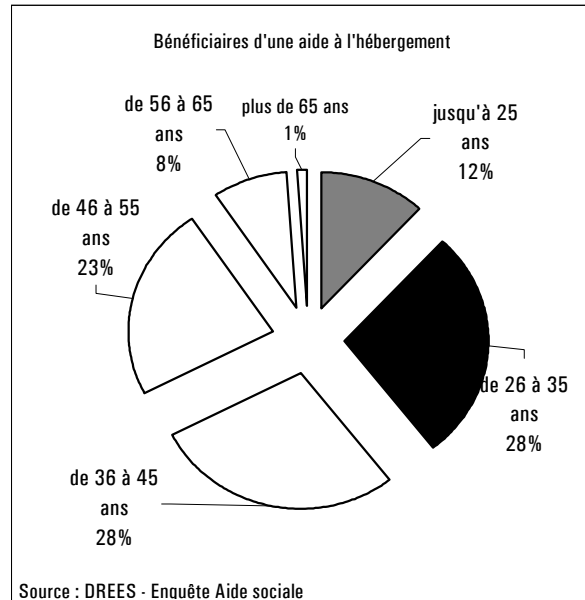
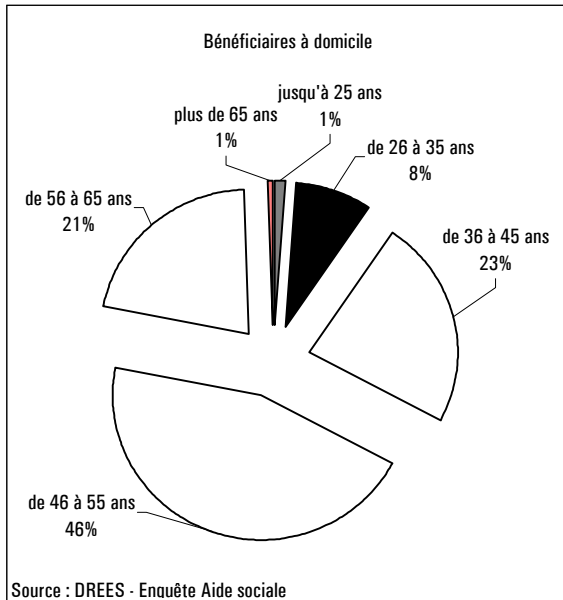
En ce qui concerne l'ACTP, la structure par âge de ces bénéficiaires est assez homogène. On constate toutefois que les moins de 25 ans ont proportionnellement moins recours à l'ACTP et que les personnes âgées de plus de 65 ans représentent 15 % des bénéficiaires.

⁶ Bénéficiaires d'une aide sociale à l'hébergement, d'un accueil de jour, d'un accueil par des particuliers, de services d'accompagnement en milieu ordinaire, de jeunes majeurs bénéficiant de l'amendement Creton, de mineurs en éducation spéciale.

⁷ Bénéficiaires d'aides ménagères ou d'auxiliaires de vie.

⁸ Bénéficiaires d'une allocation compensatrice pour tierce personne à domicile ou en établissement.

Graphique 10 – Âge des personnes handicapées bénéficiaires d'une aide à domicile, d'une aide à l'hébergement et de l'ACTP- France métropolitaine



L'Aide sociale à l'enfance

Le service de l'Aide sociale à l'enfance (ASE), service non personnalisé du département placé sous l'autorité du président du conseil général, a une mission générale de protection de l'enfance en danger ou en difficulté sociale. L'ASE concourt à cette mission en collaboration avec d'autres services départementaux du conseil général (PMI, service social), ainsi qu'avec l'État (Éducation nationale, Justice). Dans le cadre du système français de protection de l'enfance, l'ASE agit au titre de la protection administrative ou judiciaire.

Au titre de la protection administrative, en vertu des articles L 222-1 et suivants du Code de l'action sociale et des familles, les prestations d'aide sociale à l'enfance sont accordées aux mineurs et jeunes majeurs de moins de 21 ans par décision du président du conseil général à la demande ou en accord avec la famille. On distingue d'une part les prestations d'aide à domicile (versement d'aides financières, intervention d'un travailleur social ou d'une aide ménagère, action éducative à domicile menée par un éducateur ou psychologue), et d'autre part l'hébergement par l'ASE en famille d'accueil, ou dans un établissement ASE ou habilité ASE.

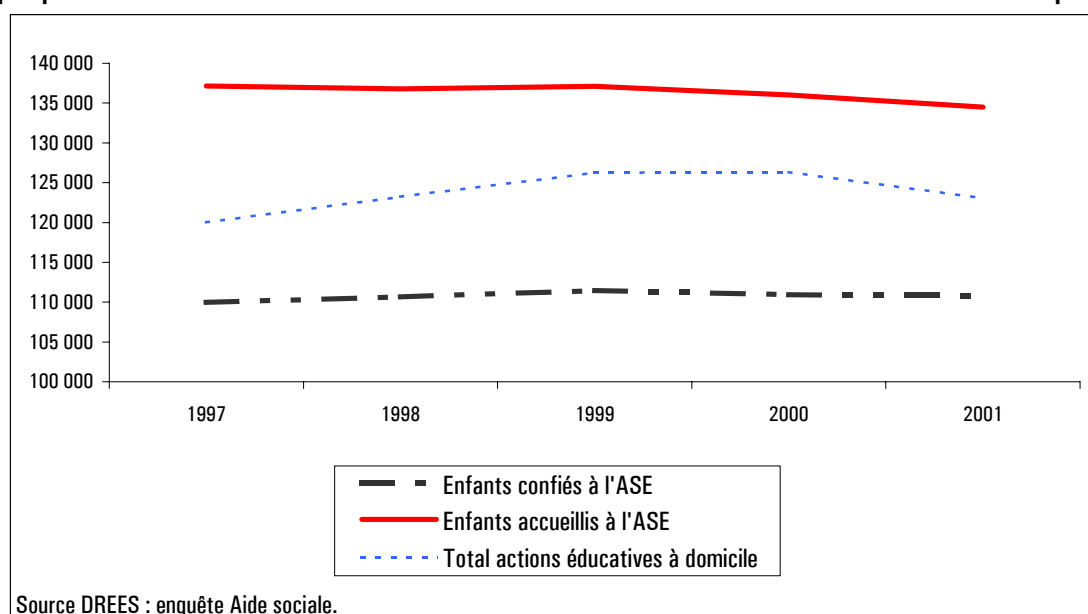
Au titre de la protection judiciaire, les départements peuvent être chargés, au titre de l'ASE, et en vertu d'un mandat judiciaire, de mener une action éducative en milieu ouvert (AEMO), ou de placer un enfant dans le cadre de l'assistance éducative de l'article 375-3, 4° du Code civil, ou de l'article 15 de l'ordonnance du 2 février 1945 sur l'enfance délinquante. Ces mesures ont un caractère contraignant pour les familles. C'est pourquoi elles interviennent souvent faute de consentement des parents, ou en cas de danger ou de conditions d'éducation gravement compromises au sens de l'article 375 du Code civil.

On appellera ici bénéficiaires de l'ASE, les mineurs et jeunes majeurs âgés de moins de 21 ans ayant fait l'objet d'actions éducatives ou de mesures de placement décidées au titre de la protection administrative ou judiciaire. Le nombre de bénéficiaires de l'ASE est exprimé ici en terme de stock au 31 décembre 2001.

Le nombre de bénéficiaires de l'ASE correspond au total des enfants accueillis et des actions éducatives. En 2001, la part des enfants accueillis à l'ASE (ou enfants placés), représente 52 % du total des bénéficiaires de l'ASE, la part des actions éducatives représente 48 %.

Au 31 décembre 2001, le nombre de bénéficiaires de l'ASE s'élève à 257 530. Il est en diminution de 1,8 % de 2000 à 2001, et de 0,1 % de 1997 à 2001.

Graphique 11 – Évolution du nombre de bénéficiaires de l'ASE au 31 décembre -France métropolitaine



Les enfants accueillis à l'ASE

Les enfants accueillis à l'ASE comprennent les enfants confiés, c'est-à-dire ceux qui font l'objet d'une mesure administrative ou judiciaire, et les enfants placés directement par le juge (encadré 6).

Le nombre d'enfants accueillis baisse de 1,1 %, passant de 136 000 en 2000 à 134 500 en 2001 (tableau 4, graphique 11).

Cette baisse confirme le mouvement entamé en 1999, le nombre d'enfants accueillis ayant diminué d'un peu moins de 1 % passant de 137 100 en 1999 à 136 000 en 2000.

La baisse du nombre d'enfants accueillis est essentiellement due à la baisse de 6 % des placements directs par le juge qui passent de 25 000 en 2000 à 23 700 en 2001. Cette diminution s'inscrit dans un mouvement plus ancien, dans la mesure où les placements directs avaient diminué de 13 % entre 1997 et 2000, passant de 27 200 à 23 700.

Dans le même temps, le nombre d'enfants confiés à l'ASE se stabilise à 111 000 entre 2000 et 2001. Ce nombre est en augmentation de 0,8 % de 1997 à 2001 (tableau 4).

Les mesures administratives, en baisse de 3 % de 1997 à 2001, se stabilisent en 2001 à 28 700. Elles comprennent les accueils provisoires de mineurs, les accueils provisoires de jeunes majeurs et les pupilles de l'État.

Les mesures judiciaires, en augmentation de 2 % entre 1997 et 2001, restent également stables à 82 200 entre 2000 et 2001. Elles comprennent la délégation de l'autorité parentale à l'ASE, le retrait partiel de l'autorité parentale, la tutelle d'État déferée à l'ASE, et le placement à l'ASE par le juge.

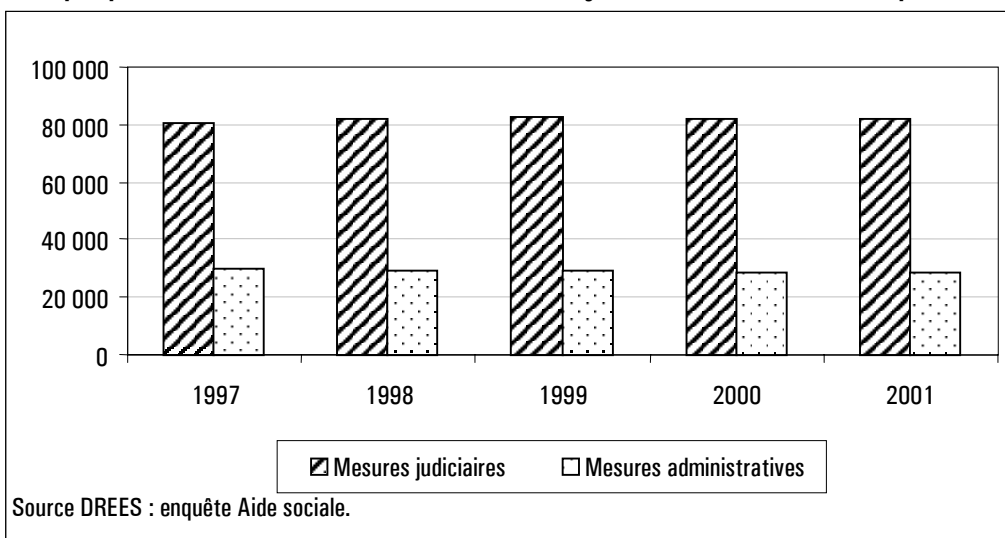
Les placements sur décision judiciaire (soit le total des enfants placés à l'ASE par le juge et des placements directs) au nombre de 99 800 en 2001 sur un total de 125 500 placements restent largement majoritaires avec 79 % des placements contre 21 % pour les placements sur décision administrative (25 800).

Tableau 5 – Évolution du nombre d'enfants accueillis à l'ASE au 31 décembre – France métropolitaine

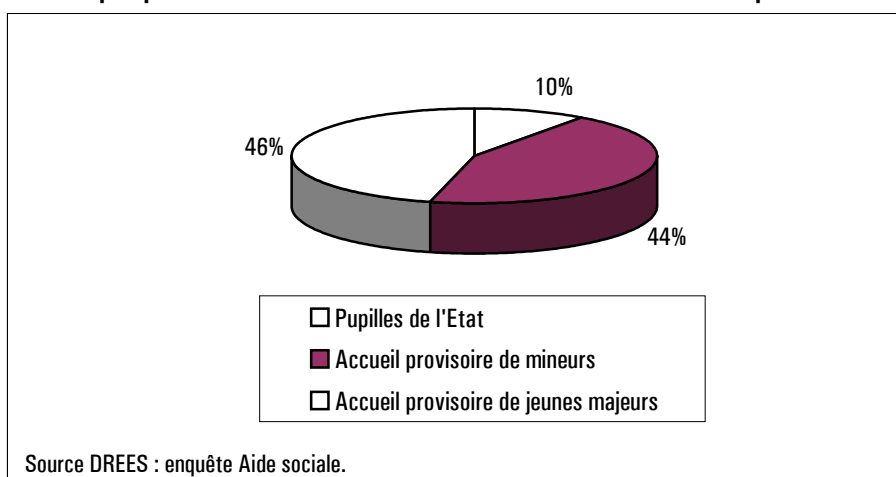
	1997	1998	1999	2000	2001	taux d'évolution 1997-2001	taux d'évolution 2000-2001
Enfants confiés à l'ASE	109 954	110 647	111 461	110 935	110 830	0,8%	-0,1%
Dont mesures judiciaires	80 327	81 790	82 525	82 253	82 175	2,3%	-0,1%
Dont mesures administratives	29 627	28 857	28 936	28 682	28 655	-3,3%	-0,1%
Placements directs	27 200	26 150	25 638	25 077	23 660	-13,0%	-5,7%
Enfants accueillis à l'ASE	137 154	136 797	137 099	136 012	134 490	-1,9%	-1,1%

Source : DREES - enquête A île sociale.

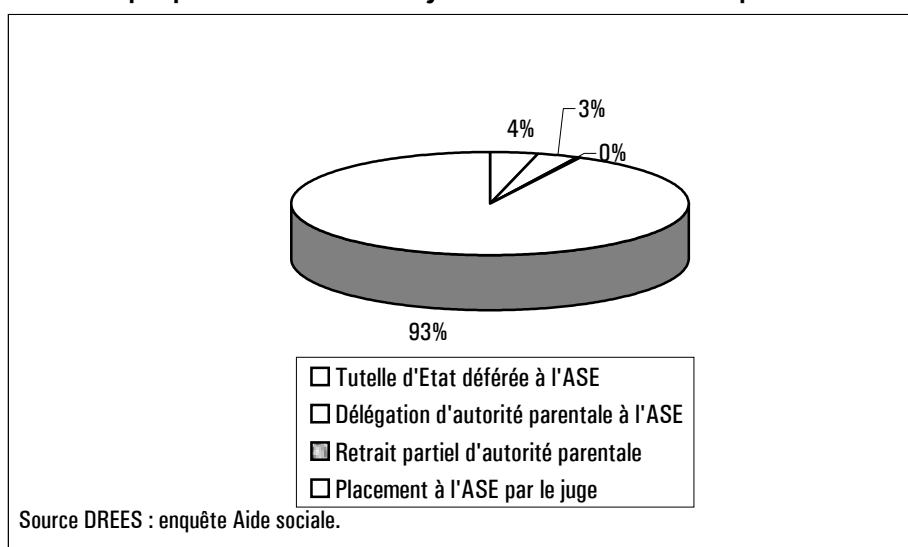
Graphique 12 – Les mesures administratives et judiciaires – France métropolitaine



Graphique 13 - Les mesures administratives - France métropolitaine



Graphique 14 – Les mesures judiciaires – France métropolitaine



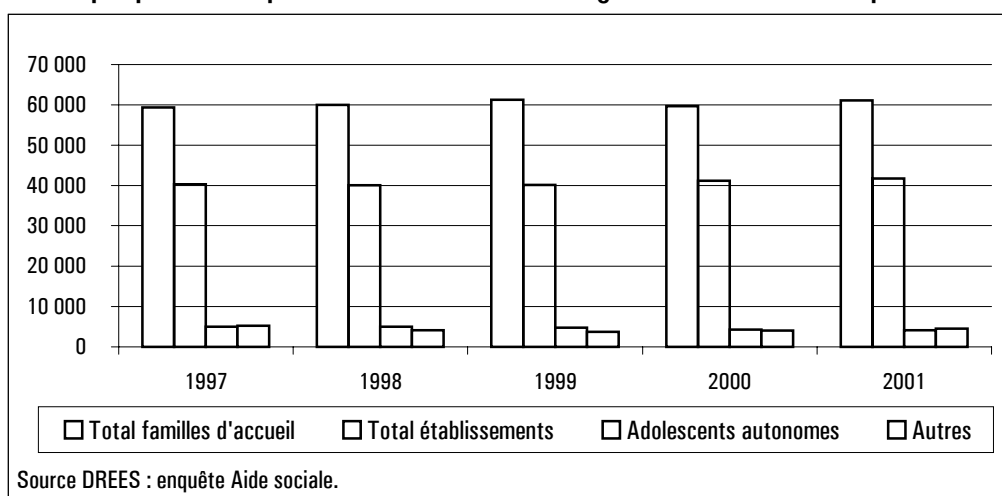
Les placements en famille d'accueil ont augmenté de 2,4 % passant de 59 700 en 2000 à 61 120 en 2001. Dans le même temps, les placements en établissement ont augmenté de 1,4 % passant de 41 150 en 2000 à 41 750 en 2001 (graphique 15).

En 2001, la famille d'accueil demeure le mode de placement privilégié des enfants confiés à l'ASE (hors placements directs), dans la mesure où elle représente 55 % de l'ensemble des modes d'hébergement. Ces derniers comprennent les établissements de l'ASE ou habitats ASE (tels que les établissements d'éducation spéciale, les maisons d'enfants à caractère social, les foyers de l'enfance, les pouponnières à caractère social, les établissements sanitaires, et les lieux de vie) et les autres modes d'hébergement rentrant dans les catégories « adolescents autonomes » et « autres ».

La rubrique « adolescents autonomes » correspond à des formules d'hébergements d'adolescents du type appartements autonomes avec visites régulières d'éducateurs, ou foyers d'étudiants ou de jeunes travailleurs. La rubrique « autres » désigne toutes les autres formes d'hébergement comme les internats scolaires.

Les rubriques « adolescents autonomes » et « autres » demeurent marginales dans la mesure où elles ne représentent que 8 % de l'ensemble des modes d'hébergements, soit 8 700.

Graphique 15 – Répartition des modes d'hébergement – France métropolitaine



Les Actions éducatives à domicile (AED) et en milieu ouvert (AEMO)

Tableau 6 – Évolution du nombre d'actions éducatives au 31 décembre – France métropolitaine

	1997	1998	1999	2000	2001	Taux d'évolution 1997-2001	Taux d'évolution 2000-2001
AED	32 072	32 183	32 059	31 463	31 640	-1,3%	0,6%
AEMO	87 935	91 037	94 211	94 878	91 405	3,9%	-3,7%
Total actions éducatives à domicile	120 007	123 220	126 270	126 341	123 046	2,5%	-2,6%

Source : DREES - enquête Aide sociale.

Le nombre total des actions éducatives exercées en milieu familial a diminué de 3 % passant de 126 400 en 2000 à 123 000 en 2001, alors qu'il avait augmenté de 2,5 % de 1997 à 2000 (tableau 5).

Ce mouvement résulte d'une baisse de presque 4 % du nombre d'AEMO, passant d'un peu moins 95 000 en 2000 à 91 400 en 2001, alors qu'il avait augmenté de 7 % entre 1997 et 2000 passant de 88 000 à 95 000.

En revanche, le nombre d'AED se stabilise à 31 600 entre 2000 et 2001. De 1997 à 2001 ce nombre a diminué de 1,3 %.

Encadré 6 – Les mesures de placement et les actions éducatives de l'aide sociale à l'enfance

Les mesures de placement à l'aide sociale à l'enfance sont de trois types :

- les mesures administratives sont décidées par l'ASE (président du conseil général) sur demande ou en accord avec la famille suite à un signalement. Ce sont les accueils provisoires de mineurs, les accueils provisoires de jeunes majeurs, et les pupilles de l'État ;
- les mesures judiciaires sont décidées par le juge des enfants au titre de l'assistance éducative. L'enfant est confié au service de l'ASE qui détermine les modalités de son placement. Elles comprennent : La délégation de l'autorité parentale, le retrait partiel de l'autorité parentale, la tutelle d'État déléguée à l'ASE, et le placement à l'ASE par le juge des enfants ;
- les placements directs par le juge comprennent : le placement auprès d'un établissement ou d'un tiers digne de confiance et la délégation de l'autorité parentale à un particulier ou à un établissement. Dans le cas d'un placement direct le service d'aide sociale à l'enfance n'est que le payeur de la mesure.

Les actions éducatives (AED ou AEMO) :

- L'Action éducative à domicile (AED) est une décision administrative prise par le président du Conseil général à la demande ou en accord avec les parents. Les actions éducatives à domicile sont exercées en milieu familial. Au regard des missions confiées à l'ASE définies à l'article L 221-1 CFAS*, les AED ont pour but d'apporter un soutien éducatif, psychologique aux mineurs, à leur famille, ainsi qu'aux mineurs émancipés et aux jeunes majeurs âgés de moins de vingt et un an. L'action éducative auprès des familles est alors exercée par des travailleurs sociaux (éducateurs spécialisés, psychologues) appartenant aux services départementaux de l'ASE, ou à un service habilité ASE (secteur associatif). Ils ont pour mission d'aider les parents dans l'exercice de leur autorité parentale (ex. soutien dans la gestion des rapports conflictuels avec leurs enfants, conseils dans la gestion du budget familial, liens avec les institutions notamment l'école) ;
- l'Action éducative en milieu ouvert (AEMO), exercée en vertu d'un mandat judiciaire (décision du juge des enfants dans le cadre de l'assistance éducative des articles 375 du Code civil) poursuit le même but que l'AED, mais à la différence de celle-ci, elle présente un caractère contraignant vis-à-vis de la famille.

*CFAS : Code de la famille et de l'action sociale.

Des dispositifs départementaux d'aide sociale facultative pour favoriser l'accès aux soins de personnes non admises à la couverture maladie universelle

La loi du 27 juillet 1999 portant création d'une Couverture maladie universelle (CMU) a substitué celle-ci à l'Aide médicale gratuite (AMG), auparavant gérée par les conseils généraux dans le cadre de l'aide sociale. Pour autant, certains départements ont, dès l'année 2000, mis en place des dispositifs facultatifs pour limiter les effets de seuil ou pour maintenir leur niveau de prise en charge tel qu'il existait avant la mise en place de la CMU.

En 2001, 32 départements sur les 82 ayant répondu à l'enquête (soit 39 %) ont indiqué avoir mis en place une aide en faveur des personnes ne bénéficiant pas de la CMU. Ce taux est inférieur à celui enregistré pour l'année 2000 puisque la moitié des départements avaient indiqué avoir engagé une action à cette époque.

Cette aide est destinée, comme en 2000, à financer tout ou partie d'une couverture complémentaire mutualiste ou dans une moindre mesure pour prendre en charge des dépenses ponctuelles de soins ou des frais médicaux de type prothèses ou soins dentaires. Ainsi 22 départements financent exclusivement une mutuelle (69 %), 8 départements prennent en charge à la fois une mutuelle et des dépenses ponctuelles de soins (25 %), enfin 2 départements remboursent exclusivement des dépenses de soins ou de frais médicaux.

Alors qu'en 2000, trois départements avaient axés leur prise en charge vers les jeunes de 16 à 25 ans ou les mineurs pris en charge au titre de l'ASE, un seul mentionne en 2001 une prise en charge automatique des frais médicaux et des soins à l'encontre des mineurs confiés à l'ASE. Ce même département ouvre ce dispositif également en faveur des bénéficiaires du RMI sur rapport d'un travailleur social.

Les actions des départements se sont recentrées en 2001 autour de trois publics prioritaires :

- les personnes âgées et les personnes handicapées hébergées au titre de l'aide sociale en établissement (cité par 21 départements dont 8 fois exclusivement pour des personnes âgées). Ces aides sont dispensées sous forme d'une déduction sur la contribution personnelle que les bénéficiaires de l'aide à l'hébergement versent aux départements ;
- des anciens bénéficiaires de l'aide médicale (cité par 4 départements dont 1 qui associe un barème de ressources égal à 1,6 fois le RMI) ;
- toute personne rejetée de la CMU dont le niveau de ressources est inférieur à un barème de ressources fixé par les conseils généraux (cité par 6 départements) : ne dépassant pas 579,30 € par mois (hors aides au logement), 600 € ou 609,79 € par mois, inférieur à CMU +10 % ou enfin inférieur au minimum vieillesse ou à l'allocation adultes handicapés.

À signaler que 11 départements – contre 3 en 2000 – déclarent avoir négocié en 2001 des tarifs préférentiels avec les mutuelles pour des cotisations (22,86 € par exemple pour un département, 38,11 € par mois pour un autre) ou des remboursements de frais médicaux tels que définis dans le panier de soins de la CMU complémentaire.

Les bénéficiaires de l'aide sociale de l'État en 2001

[données France métropolitaine (voir encadré 7 pour les DOM)]

L'État a retrouvé une compétence en matière d'aide médicale avec la création de la Couverture maladie universelle (CMU) créée par la loi du 27 janvier 1999, et conserve une compétence d'exception pour certaines prestations bien définies.

L'Aide médicale de l'État (AME) remaniée depuis la mise en œuvre de la CMU, permet l'accès aux soins – sous conditions de ressources et de résidence en France – des personnes qui ne sont pas juridiquement en position de bénéficiaire de la CMU de base ou de la protection complémentaire en matière de santé (139 074 bénéficiaires au 31.12.01). Il s'agit :

- d'étrangers en situation irrégulière, résidant en métropole ou dans les DOM (avec une distinction dans la couverture des soins entre ceux qui résident en France depuis plus de 3 ans et ceux qui y résident depuis moins de 3 ans) ;
- d'étrangers en situation régulière résidant en métropole ou dans les DOM depuis moins de 3 mois en attente d'une affiliation à la CMU.

Par ailleurs l'AME assure également la prise en charge des frais de soins et d'hospitalisation en cas d'interruption volontaire de grossesse des personnes qui ne peuvent prétendre au bénéfice de la CMU de base ni de la protection complémentaire en matière de santé. Parallèlement, la prise en charge par l'AME, sans obligation de justification de ressources, de toute personne en situation de détresse matérielle ou morale et désirant garder l'anonymat est conservé.

L'aide sociale de l'État, en dehors de l'aide médicale, ne s'adresse plus depuis la décentralisation qu'à un nombre restreint de bénéficiaires (tableau 7).

D'une part l'État prend en charge l'ensemble des prestations d'aide sociale relevant normalement de l'aide sociale des départements mais pour des personnes sans domicile fixe ou sans domicile de secours. Les prises en charge concernent principalement des frais d'hébergement, d'allocation compensatrice, de prestation spécifique dépendance pour des personnes âgées ou handicapées soit, au 31 décembre 2001, quelques 4 200 bénéficiaires.

D'autre part dans le cadre de l'aide sociale aux personnes handicapées, outre que l'État assure le financement des centres d'aide par le travail, il verse une allocation différentielle aux bénéficiaires d'allocations antérieures à la mise en œuvre de la loi du 30 juin 1975 en faveur des personnes handicapées (1 300 bénéficiaires). Cette allocation a fortement diminué suite à la loi du 11 mai 1998 relative à l'entrée et au séjour des étrangers en situation régulière en France qui autorise l'accès des étrangers à l'Allocation adultes handicapés (AAH).

Enfin, en matière d'aide sociale aux personnes âgées, subsiste l'allocation simple destinée aux personnes âgées qui n'ont ni pension de retraite professionnelle ni allocation spéciale vieillesse (59 bénéficiaires). Cette allocation a diminué là aussi avec la loi du 11 mai 1998 relative à l'entrée et au séjour des étrangers en France qui a ouvert aux étrangers en situation régulière, le bénéfice de l'allocation spéciale vieillesse.

Tableau 7 – Bénéficiaires de l'aide sociale de l'État au 31 décembre – France métropolitaine

	1998	1999	2000	2001
Aide médicale				
Aide médicale (cotisation d'assurance personnelle)*	28 389	27 576		
Aide médicale rénovée (à partir de 2000)**			73 639	134 619
Interruption volontaire de grossesse***	13 769	15 468	nd	nd
Aide sociale aux personnes âgées				
Allocation simple	788	419	68	59
Aide sociale aux personnes handicapées				
Allocation différentielle	2 057	1 661	1 466	1 300
Sans domicile fixe ou sans domicile de secours				
Aide sociale aux personnes âgées	3 120	3 168	3 084	3 137
Aide sociale aux personnes handicapées	973	962	1 029	1 046
Allocations diverses				
Allocation militaire	48	21	5	
Aide sociale à l'enfance (accueil de mineurs réfugiés)	39	8	4	1

* Avant la mise en place de la CMU

** Chiffre CNAMTS

*** Nombre d'admissions dans l'année.

Encadré 7 – L'aide sociale de l'État en outre-mer (Guadeloupe, Martinique, Guyane et Réunion)

La répartition des aides sociales de l'État est sensiblement différente dans les départements d'outre-mer. Cela tient largement aux spécificités de ces départements en terme d'activité et de populations.

Ainsi on recense :

- deux fois plus de bénéficiaires de l'allocation simple à domicile qu'en métropole (129 contre 59). En terme de population cela représente 64 bénéficiaires pour 100 000 habitants¹ alors que le ratio est de 0,5 en métropole ;
- une aide largement inférieure en faveur de personnes âgées ou handicapées sans domicile fixe ou dépourvues de domicile de secours (39 bénéficiaires contre 4 185 en métropole). Le ratio est de 3,5 pour 100 000 habitants² dans les DOM alors qu'il est de 9,5 en métropole ;
- aucun versement d'allocation différentielle dans les DOM.

En revanche l'aide médicale rénovée, versée à des personnes en situation irrégulière ou à des personnes en situation régulière mais en attente d'une affiliation à la CMU, concerne sensiblement le même taux de population (406 dans les DOM contre 230 pour 100 000 habitants² en métropole). On compte ainsi 4 455 bénéficiaires de l'aide médicale dans les DOM au 31 décembre 2001.

¹ : personnes âgées de plus de 60 ans.

² : adultes de plus de 20 ans.

L'État a dépensé 1,71 milliards d'euros en faveur de l'aide sociale en 2001 (tableau 8).

La légère hausse des dépenses enregistrée par rapport à 2000 (+3,34 %), s'explique par l'augmentation des dépenses afférentes aux frais de fonctionnement des centres d'hébergement et de réadaptation sociale (+48,9 M€) et des centres d'aide par le travail (+32,6 M€) compensée en partie par la diminution des dépenses d'aide médicale en raison de la mise en place de la CMU (-43,8 M€).

Le poste le plus important en matière de dépenses reste celui de l'aide sociale aux personnes handicapées, avec plus de 60 % des dépenses. Il est consacré aux frais de fonctionnement des Centres d'aide par le travail (CAT – 1 019,6 M€) et à l'allocation différentielle (3,8 M€).

Les frais de fonctionnement des Centres d'hébergement et de réadaptation sociale (CHRS – 502,8 M€), qui ont pour mission l'accueil et la prise en charge des plus démunis et des réfugiés, composent le deuxième poste et plus du quart des dépenses de l'État en matière d'aide sociale. Il est à noter que l'augmentation des dépenses afférentes aux frais de fonctionnement des CHRS enregistrée en 2001 concerne à 76,3 % les CHRS pour réfugiés.

L'État consacre encore 55,7 M€ en 2001 à l'aide aux sans domicile fixe, ce poste est, cette année, en baisse du fait de la mise en place de la CMU. Cette aide se décompose de la façon suivante :

- 38,6 M€ à l'aide aux personnes âgées ;
- 17 M€ à l'aide aux personnes handicapées ;
- 3,6 M€ à l'aide médicale ;
- 0,1 M€ à l'aide sociale à l'enfance⁹.

En plus des dépenses précédentes, l'État consacre enfin 122,5 autres M€ à l'aide sociale qui se répartissent ainsi :

- 116,2 M€ pour les frais de tutelle et curatelle¹⁰ de l'État qui sont en progression de 17 % par rapport à 2000 et de 46,16 % depuis 1998 ;
- 5,3 M€ pour la prévention et la réadaptation sociale ;
- 0,6 M€ pour des allocations supplémentaires en faveur des personnes âgées et des personnes handicapées ;
- 0,5 M€ pour l'allocation simple aux personnes âgées.

⁹ Prise en charge de mineurs réfugiés accueillis sur le territoire suite à une décision gouvernementale.

¹⁰ « Si la tutelle reste vacante, le juge des tutelles la défère à l'État s'il s'agit d'un majeur », article 433 du Code civil, modifié par la loi n° 89 487 du 10 juillet 1989 (article 12).

**Tableau 8 – Dépenses brutes d'aide sociale relevant de la compétence de l'État
France entière (en millions d'euros)**

	1998	1999	2000	2001
Aide sociale aux personnes handicapées	927,0	958,5	991,2	1 023,4
Centres d'aide par le travail (CAT)	920,8	953,5	987,0	1 019,6
Allocation différentielle	6,1	5,0	4,2	3,8
Centres d'hébergement et de réadaptation sociale	414,3	455,0	453,9	502,8
dont : réfugiés	46,4	76,1	62,5	99,8
Aide médicale (IVG et soins aux SDF)	121,7	123,2	47,4	3,6
Sans domicile fixe :	57,9	56,7	55,3	55,7
Aide sociale aux personnes handicapées	16,5	16,4	16,5	17,0
Aide sociale aux personnes âgées	40,9	39,4	38,8	38,6
Aide sociale à l'enfance (accueil mineurs réfugiés)	0,5	0,9	0,1	0,1
Allocation simple aux personnes âgées	2,6	1,9	0,8	0,5
Tutelle et curatelles	79,5	89,7	99,3	116,2
Divers	5,5	5,3	4,9	5,8
allocations supplémentaires	1,2	0,9	0,7	0,6
réadaptation prévention	4,3	4,3	4,3	5,3
Total	1 608,4	1 690,2	1 652,9	1 708,0

LISTE DES ILLUSTRATIONS

Liste des encadrés

Encadré 1 - Sécurité sociale, aide sociale et action sociale.....	6
Encadré 2 - L'Aide sociale des départements en outre-mer (Guadeloupe, Martinique, Guyane et Réunion).....	6
Encadré 3 - Comparaison des données provisoires (Études et résultats n° 180 juillet 2002) et des données définitives (novembre 2002).....	10
Encadré 4 - Nombre de bénéficiaires de l'aide sociale.....	11
Encadré 5 - Vieillesse et dépendance.....	14
Encadré 6 - Les mesures de placement et les actions éducatives de l'aide sociale à l'enfance.....	25
Encadré 7 - L'aide sociale de l'État en outre-mer (Guadeloupe, Martinique, Guyane et Réunion).....	281

Liste des graphiques

Graphique 1 – Évolution du nombre de bénéficiaires de l'aide sociale.....	8
Graphique 2 - Répartition des bénéficiaires de l'aide sociale – France métropolitaine.....	9
Graphique 3 - Évolution du nombre de personnes âgées bénéficiaires d'une aide à l'hébergement selon les types d'hébergement – France métropolitaine.....	12
Graphique 4 - Répartition des aides sociales aux personnes âgées à domicile et en établissement.....	13
Graphique 5 - Sexe des personnes âgées bénéficiaires d'une aide sociale à domicile ou en établissement – France métropolitaine.....	15
Graphique 6 – Âge des personnes âgées bénéficiaires d'une aide sociale à domicile ou en établissement – France métropolitaine.....	16
Graphique 7 – Évolution du nombre de personnes handicapées bénéficiaires d'une aide à l'hébergement selon les types d'hébergement – France métropolitaine.....	17
Graphique 8 – Répartition des aides sociales aux personnes handicapées à domicile ou en établissement – France métropolitaine.....	18
Graphique 9 – Sexe des personnes handicapées bénéficiaires d'une aide à domicile, d'une ACTP ou d'une aide à l'hébergement – France métropolitaine.....	19
Graphique 10 – Âge des personnes handicapées bénéficiaires d'une aide à domicile, d'une aide à l'hébergement et de l'ACTP- France métropolitaine.....	20
Graphique 11 – Évolution du nombre de bénéficiaires de l'ASE au 31 décembre -France métropolitaine.....	21
Graphique 12 – Les mesures administratives et judiciaires – France métropolitaine.....	23
Graphique 13 - Les mesures administratives - France métropolitaine.....	23
Graphique 14 – Les mesures judiciaires – France métropolitaine.....	23
Graphique 15 – Répartition des modes d'hébergement – France métropolitaine.....	24

Liste des tableaux

Tableau 1 – Bénéficiaires de l'aide sociale au 31 décembre - DOM.....	6
Tableau 2 – Bénéficiaires de l'aide sociale – France métropolitaine.....	9
Tableau 3 – Comparaison (données provisoires et données définitives)	10
Tableau 4 – Vieillesse et dépendance au 31 décembre – France métropolitaine	14
Tableau 5 – Évolution du nombre d'enfants accueillis à l'ASE au 31 décembre – France métropolitaine.....	22
Tableau 6 – Évolution du nombre d'actions éducatives au 31 décembre – France métropolitaine.....	24
Tableau 7 – Bénéficiaires de l'aide sociale de l'État au 31 décembre – France métropolitaine	28
Tableau 8 – Dépenses brutes d'aide sociale relevant de la compétence de l'État	30

Pour en savoir plus

Christine BONNARDEL, « Les dépenses d'aide sociales en 2001 », Études et Résultats, n° 198, octobre 2002, DREES

Roselyne KERJOSSE, « L'allocation personnalisée d'autonomie au 30 juin 2002 », Études et Résultats, n° 191, septembre 2002, DREES

Claire BAUDIER-LORIN, Benoît CHASTENET, « Les bénéficiaires de l'aide sociale départementale en 2001 », Études et Résultats, n° 180, juillet 2002, DREES.

Christine BONNARDEL, « Dépenses d'aide sociale des départements de 1996 à 2000 », Document de travail, collection statistiques, n° 36, mai 2002, DREES.

Olivier BONTOUT, Christel COLIN et Roselyne KERJOSSE, « Personnes âgées dépendantes et aidants potentiels : une projection à l'horizon 2040 », Études et Résultats, n° 160, février 2002, DREES.

Roselyne KERJOSSE, « La prestation spécifique dépendance au 31 septembre 2001 », Études et Résultats, n° 159, février 2002, DREES.

Claire BAUDIER-LORIN, « Les bénéficiaires de l'aide sociale des départements et de l'État en 2000 », Document de travail, n° 29, novembre 2001, DREES.

Marie RUAULT, « Aide sociale à l'enfance : quelle organisation dans les départements ? », Études et Résultats, n° 144, novembre 2001, DREES.

Marie RUAULT, Claire BAUDIER-LORIN, Daniel CALLEGHER, « Les bénéficiaires de l'aide sociale départementale en 2000 », Études et Résultats, n° 121, juin 2001, DREES.

Marie RUAULT, Daniel CALLEGHER, « Bénéficiaires de l'aide sociale des départements et de l'État : séries chronologiques 1992 à 1999 », Document de travail, collection statistiques, n° 12, novembre 2000, DREES.

Marie RUAULT, Daniel CALLEGHER, « Bénéficiaires de l'aide sociale à l'enfance : séries chronologiques 1992 à 1999 », Document de travail, collection statistiques, n° 11, octobre 2000, DREES.

Blanche LE BIHAN, Claude MARTIN, François-Xavier SCHWEYER, « La prestation spécifique dépendance à domicile en pratique dans six départements », Études et Résultats, n° 64, mai 2000, DREES.

ANNEXES

Tableaux par département tenant compte des non réponses et totaux estimés

AIDE SOCIALE DES DÉPARTEMENTS

Aide sociale aux personnes âgées

Aide sociale aux personnes handicapées

Aide sociale à l'enfance

AIDE SOCIALE DE L'ÉTAT

AIDE SOCIALE
DES DÉPARTEMENTS

AIDE SOCIALE

AUX PERSONNES ÂGÉES

- Tableau 1 - Les principales aides : ACTP des 60 ans ou plus, PSD, aides ménagères, aide sociale à l'hébergement, accueil par des particuliers.
- Tableau 2 - La PSD : PSD à domicile, PSD en établissement.
- Tableau 3 - Les aides à domicile : ACTP des 60 ans ou plus à domicile, PSD à domicile, aides ménagères.
- Tableau 4 - Les aides en faveur des personnes placées : aide sociale à l'hébergement, PSD en établissement, ACTP des 60 ans ou plus en établissement.
- Tableau 5 - Les différentes structures d'hébergement des personnes placées : logement foyer, maison de retraite ou hospice, unité de soins de longue durée.

**Bénéficiaires de l'aide sociale aux personnes âgées
effectifs au 31 décembre 2001 (*) - France métropolitaine et DOM**

Départements		A.C.T.P. +60 ans	P.S.D.	Aides ménagères	A.S.H. en établissement	accueil particuliers	Total
1	Ain	47	954	708	824	1	2 534
2	Aisne	222	1 519	288	935	3	2 967
3	Allier	165	1 215	348	1 103	12	2 843
4	Alpes de Haute Provence	NR	371	207	309	0	ND
5	Hautes-alpes	32	163	139	230	2	566
6	Alpes Maritimes	2 205	1 437	1 134	4 420	4	9 200
7	Ardèche	103	976	107	780	1	1 967
8	Ardennes	3	844	133	467	5	1 452
9	Ariège	99	521	364	427	2	1 413
10	Aube	125	744	289	815	22	1 995
11	Aude	571	1 201	1 356	940	16	4 084
12	Aveyron	186	1 035	667	890	2	2 780
13	Bouches du Rhône	NR	3 476	3 237	ND	1	ND
14	Calvados	25	2 480	860	1 706	31	5 102
15	Cantal	89	854	121	361	2	1 427
16	Charente	NR	1 808	653	908	23	ND
17	Charente Maritimes	198	2 398	491	1 025	63	4 175
18	Cher	ND	733	147	462	30	ND
19	Corrèze	120	1 154	159	518	0	1 951
2a	Corse du Sud	NR	681	403	318	0	ND
2b	Haute Corse	NR	NR	NR	NR	NR	ND
21	Côte d'Or	115	871	270	964	19	2 239
22	Côtes d'Armor	111	2 229	1 256	1 041	0	4 637
23	Creuse	88	1 197	151	360	5	1 801
24	Dordogne	213	1 631	326	1 081	0	3 251
25	Doubs	106	937	277	746	6	2 072
26	Drome	NR	836	292	871	70	ND
27	Eure	170	1 820	1 110	890	35	4 025
28	Eure et loir	113	805	46	599	5	1 568
29	Finistère	570	3 930	2 311	1 674	17	8 502
30	Gard	180	1 983	1 669	1 647	0	5 479
31	Haute Garonne	NR	2 834	545	1 098	5	ND
32	Gers	93	1 317	591	499	32	2 532
33	Gironde	308	4 076	2 470	2 892	17	9 763
34	Hérault	326	2 366	367	1 516	7	4 582
35	Ille et Vilaine	490	2 638	1 065	1 633	5	5 831
36	Indre	117	980	130	469	1	1 697
37	Indre et Loire	NR	1 278	373	982	4	ND
38	Isère	NR	2 259	1 195	1 764	24	ND
39	Jura	85	609	111	587	5	1 397
40	Landes	109	983	531	1 097	3	2 723
41	Loir et Cher	258	790	301	621	4	1 974
42	Loire	659	3 016	585	1 377	4	5 641
43	Haute Loire	127	876	161	502	3	1 669
44	Loire Atlantique	238	2 708	749	2 056	9	5 760
45	Loiret	NR	1 232	330	909	16	ND
46	Lot	ND	792	306	415	0	ND
47	Lot et Garonne	154	1 253	495	692	0	2 594
48	Lozère	78	318	137	363	0	896
49	Maine et Loire	152	2 592	464	1 438	12	4 658
50	Manche	273	2 902	501	1 418	38	5 132
51	Marne	278	1 301	272	833	1	2 685
52	Haute Marne	ND	677	68	296	3	ND

Bénéficiaires de l'aide sociale aux personnes âgées
effectifs au 31 décembre 2001 (*) - France métropolitaine et DOM

Départements	A.C.T.P. +60 ans	P.S.D.	Aides ménagères	A.S.H. en établissement	accueil particuliers	Total
53 Mayenne	102	1 811	259	955	5	3 132
54 Meurthe et Moselle	223	2 121	420	948	4	3 716
55 Meuse	23	282	155	374	2	836
56 Morbihan	259	2 361	2 028	1 089	39	5 776
57 Moselle	576	1 626	658	1 367	11	4 238
58 Nièvre	165	903	265	797	2	2 132
59 Nord	NR	6 567	944	5 374	43	ND
60 Oise	180	775	295	1 106	7	2 363
61 Orne	236	1 526	221	895	2	2 880
62 Pas de Calais	NR	4 733	1 134	3 171	17	ND
63 Puy de Dôme	211	1 688	393	981	9	3 282
64 Pyrénées Atlantiques	ND	2 240	635	1 722	29	ND
65 Hautes Pyrénées	152	965	590	836	1	2 544
66 Pyrénées Orientales	666	1 041	1 218	672	2	3 599
67 Bas Rhin	1 309	1 307	382	1 439	53	4 490
68 Haut Rhin	NR	716	204	1 042	2	ND
69 Rhône	606	2 687	535	3 010	8	6 846
70 Haute Saône	71	520	116	399	9	1 115
71 Saône et Loire	150	1 891	275	1 230	5	3 551
72 Sarthe	NR	NR	NR	NR	NR	ND
73 Savoie	107	801	193	454	0	1 555
74 Haute Savoie	98	806	369	861	1	2 135
75 Paris	808	1 625	2 311	7 158	6	11 908
76 Seine Maritime	ND	3 854	1 063	2 655	17	ND
77 Seine et Marne	293	1 281	550	1 595	0	3 719
78 Yvelines	ND	984	403	1 615	36	ND
79 Deux Sèvres	NR	NR	NR	NR	NR	ND
80 Somme	276	2 150	472	1 162	7	4 067
81 Tarn	456	1 298	757	688	6	ND
82 Tarn et Garonne	NR	762	291	441	20	ND
83 Var	334	2 112	917	1 653	7	5 023
84 Vaucluse	141	1 087	569	1 101	2	2 900
85 Vendée	192	1 444	460	1 170	10	3 276
86 Vienne	ND	828	337	675	0	ND
87 Haute Vienne	NR	1 277	283	780	0	ND
88 Vosges	ND	911	134	590	0	ND
89 Yonne	NR	627	229	802	13	ND
90 Territoire de Belfort	39	286	75	142	2	544
91 Essonne	NR	969	322	1 101	5	ND
92 Hauts de Seine	ND	1 709	1 012	2 669	3	ND
93 Seine Saint Denis	NR	1 585	712	2 650	4	ND
94 Val de Marne	1 147	1 012	832	1 856	3	4 850
95 Val d'Oise	294	1 001	359	1 359	0	3 013
971 Guadeloupe	631	3 398	900	798	37	5 764
972 Martinique	183	2 366	1 393	1 041	165	5 148
973 Guyane	NR	NR	NR	NR	NR	ND
974 Réunion	776	3 409	2 871	912	135	8 103
TOTAL estimé France hors DOM	27 328	146 689	57 236	116 773	1 011	349 038
Estimation DOM	1 769	9 213	5 517	2 904	337	19 740
TOTAL estimé France entière	29 098	155 902	62 753	119 677	1 348	368 779

(*) Les cases NR et ND sont des données non disponibles.

**Bénéficiaires de l'aide sociale aux personnes âgées
effectifs au 31 décembre 2001 (*) - France métropolitaine et DOM**

Départements		Prestation spécifique dépendance		
		à domicile	en établissement	total
1	Ain	298	656	954
2	Aisne	769	750	1 519
3	Allier	512	703	1 215
4	Alpes de Haute Provence	172	199	371
5	Hautes-alpes	28	135	163
6	Alpes Maritimes	704	733	1 437
7	Ardèche	251	725	976
8	Ardennes	419	425	844
9	Ariège	338	183	521
10	Aube	353	391	744
11	Aude	903	298	1 201
12	Aveyron	644	391	1 035
13	Bouches du Rhône	1 828	1 648	3 476
14	Calvados	1 226	1 254	2 480
15	Cantal	391	463	854
16	Charente	986	822	1 808
17	Charente Maritimes	1 309	1 089	2 398
18	Cher	331	402	733
19	Corrèze	638	516	1 154
2a	Corse du Sud	603	78	681
2b	Haute Corse	505	NR	NR
21	Côte d'Or	408	463	871
22	Côtes d'Armor	778	1 451	2 229
23	Creuse	689	508	1 197
24	Dordogne	1 108	523	1 631
25	Doubs	476	461	937
26	Drome	381	455	836
27	Eure	1 019	801	1 820
28	Eure et loir	290	515	805
29	Finistère	1 857	2 073	3 930
30	Gard	1 314	669	1 983
31	Haute Garonne	1 551	1 283	2 834
32	Gers	845	472	1 317
33	Gironde	2 244	1 832	4 076
34	Hérault	1 258	1 108	2 366
35	Ille et Vilaine	794	1 844	2 638
36	Indre	507	473	980
37	Indre et Loire	560	718	1 278
38	Isère	976	1 283	2 259
39	Jura	222	387	609
40	Landes	836	147	983
41	Loir et Cher	353	437	790
42	Loire	863	2 153	3 016
43	Haute Loire	377	499	876
44	Loire Atlantique	623	2 085	2 708
45	Loiret	545	687	1 232
46	Lot	479	313	792
47	Lot et Garonne	646	607	1 253
48	Lozère	124	194	318
49	Maine et Loire	882	1 710	2 592
50	Manche	1 447	1 455	2 902
51	Marne	538	763	1 301
52	Haute Marne	175	502	677

**Bénéficiaires de l'aide sociale aux personnes âgées
effectifs au 31 décembre 2001 (*) - France métropolitaine et DOM**

Départements	Prestation spécifique dépendance		
	à domicile	en établissement	total
53 Mayenne	375	1 436	1 811
54 Meurthe et Moselle	954	1 167	2 121
55 Meuse	119	163	282
56 Morbihan	970	1 391	2 361
57 Moselle	933	693	1 626
58 Nièvre	522	381	903
59 Nord	4 551	2 016	6 567
60 Oise	362	413	775
61 Orne	814	712	1 526
62 Pas de Calais	3 360	1 373	4 733
63 Puy de Dôme	663	1 025	1 688
64 Pyrénées Atlantiques	1 505	735	2 240
65 Hautes Pyrénées	525	440	965
66 Pyrénées Orientales	671	370	1 041
67 Bas Rhin	765	542	1 307
68 Haut Rhin	210	506	716
69 Rhône	799	1 888	2 687
70 Haute Saône	235	285	520
71 Saône et Loire	739	1 152	1 891
72 Sarthe	NR	NR	NR
73 Savoie	359	442	801
74 Haute Savoie	417	389	806
75 Paris	963	662	1 625
76 Seine Maritime	2 586	1 268	3 854
77 Seine et Marne	485	796	1 281
78 Yvelines	511	473	984
79 Deux Sèvres	NR	NR	NR
80 Somme	1 277	873	2 150
81 Tarn	692	606	1 298
82 Tarn et Garonne	574	188	762
83 Var	1 146	966	2 112
84 Vaucluse	552	535	1 087
85 Vendée	420	1 024	1 444
86 Vienne	438	390	828
87 Haute Vienne	628	649	1 277
88 Vosges	353	558	911
89 Yonne	232	395	627
90 Territoire de Belfort	178	108	286
91 Essonne	451	518	969
92 Hauts de Seine	996	713	1 709
93 Seine Saint Denis	975	610	1 585
94 Val de Marne	552	460	1 012
95 Val d'Oise	595	406	1 001
971 Guadeloupe	3 372	26	3 398
972 Martinique	2 340	26	2 366
973 Guyane	NR	NR	NR
974 Réunion	3 404	5	3 409
TOTAL estimé France hors DOM	74 146	72 543	146 689
Estimation DOM	9 156	57	9 213
TOTAL estimé France entière	83 302	72 600	155 902

(*) Les cases NR et ND sont des données non disponibles.

**Bénéficiaires de l'aide sociale aux personnes âgées
effectifs au 31 décembre 2001 (*) - France métropolitaine et DOM**

Départements		A.C.T.P. 60 ans ou +	P.S.D.
1	Ain	32	298
2	Aisne	69	769
3	Allier	165	512
4	Alpes de Haute Provence	NR	172
5	Hautes-alpes	32	28
6	Alpes Maritimes	NR	704
7	Ardèche	88	251
8	Ardennes	3	419
9	Ariège	90	338
10	Aube	103	353
11	Aude	ND	903
12	Aveyron	127	644
13	Bouches du Rhône	NR	1 828
14	Calvados	14	1 226
15	Cantal	80	391
16	Charente	NR	986
17	Charente Maritimes	NR	1 309
18	Cher	ND	331
19	Corrèze	NR	638
2a	Corse du Sud	NR	603
2b	Haute Corse	NR	505
21	Côte d'Or	105	408
22	Côtes d'Armor	ND	778
23	Creuse	22	689
24	Dordogne	192	1 108
25	Doubs	97	476
26	Drome	NR	381
27	Eure	165	1 019
28	Eure et loir	ND	290
29	Finistère	420	1 857
30	Gard	160	1 314
31	Haute Garonne	NR	1 551
32	Gers	88	845
33	Gironde	NR	2 244
34	Hérault	NR	1 258
35	Ille et Vilaine	384	794
36	Indre	117	507
37	Indre et Loire	NR	560
38	Isère	NR	976
39	Jura	66	222
40	Landes	ND	836
41	Loir et Cher	132	353
42	Loire	417	863
43	Haute Loire	NR	377
44	Loire Atlantique	193	623
45	Loiret	NR	545
46	Lot	ND	479
47	Lot et Garonne	138	646
48	Lozère	64	124
49	Maine et Loire	150	882
50	Manche	208	1 447
51	Marne	229	538
52	Haute Marne	ND	175

**Bénéficiaires de l'aide sociale aux personnes âgées
effectifs au 31 décembre 2001 (*) - France métropolitaine et DOM**

Départements		A.C.T.P. 60 ans ou +	P.S.D.
53	Mayenne	79	375
54	Meurthe et Moselle	ND	954
55	Meuse	21	119
56	Morbihan	229	970
57	Moselle	561	933
58	Nièvre	146	522
59	Nord	NR	4 551
60	Oise	159	362
61	Orne	174	814
62	Pas de Calais	ND	3 360
63	Puy de Dôme	182	663
64	Pyrénées Atlantiques	ND	1 505
65	Hautes Pyrénées	NR	525
66	Pyrénées Orientales	642	671
67	Bas Rhin	1 230	765
68	Haut Rhin	NR	210
69	Rhône	NR	799
70	Haute Saône	ND	235
71	Saône et Loire	NR	739
72	Sarthe	NR	NR
73	Savoie	88	359
74	Haute Savoie	98	417
75	Paris	668	963
76	Seine Maritime	ND	2 586
77	Seine et Marne	NR	485
78	Yvelines	ND	511
79	Deux Sèvres	NR	NR
80	Somme	267	1 277
81	Tarn	279	692
82	Tarn et Garonne	NR	574
83	Var	301	1 146
84	Vaucluse	ND	552
85	Vendée	141	420
86	Vienne	ND	438
87	Haute Vienne	NR	628
88	Vosges	ND	353
89	Yonne	NR	232
90	Territoire de Belfort	32	178
91	Essonne	NR	451
92	Hauts de Seine	ND	996
93	Seine Saint Denis	NR	975
94	Val de Marne	842	552
95	Val d'Oise	257	595
971	Guadeloupe	630	3 372
972	Martinique	183	2 340
973	Guyane	NR	NR
974	Réunion	727	3 404
TOTAL estimé France hors DOM		22 493	74 146
Estimation DOM		1 688	9 156
TOTAL estimé France entière		24 182	83 302

(*) Les cases NR et ND sont des données non disponibles.

(1) Lorsque la donnée "droits ouverts" n'était pas disponible dans le département mais qu'en revanche celle des "mandatés" au 31 décembre était connue, c'est cette dernière qui est publiée.

**Bénéficiaires de l'aide sociale aux personnes âgées
effectifs au 31 décembre 2001 (*) - France métropolitaine et DOM**

Départements		A.S.H. en établissement	A.C.T.P. en établissement (1)	P.S.D. en établissement
1	Ain	824	15	656
2	Aisne	935	153	750
3	Allier	1 103	0	703
4	Alpes de Haute Provence	309	NR	199
5	Hautes-alpes	230	0	135
6	Alpes Maritimes	4 420	NR	733
7	Ardèche	780	15	725
8	Ardennes	467	0	425
9	Ariège	427	9	183
10	Aube	815	22	391
11	Aude	940	ND	298
12	Aveyron	890	59	391
13	Bouches du Rhône	ND	NR	1 648
14	Calvados	1 706	11	1 254
15	Cantal	361	9	463
16	Charente	908	NR	822
17	Charente Maritimes	1 025	NR	1 089
18	Cher	462	ND	402
19	Corrèze	518	NR	516
2a	Corse du Sud	318	NR	78
2b	Haute Corse	NR	NR	NR
21	Côte d'Or	964	10	463
22	Côtes d'Armor	1 041	ND	1 451
23	Creuse	360	66	508
24	Dordogne	1 081	21	523
25	Doubs	746	9	461
26	Drome	871	NR	455
27	Eure	890	5	801
28	Eure et loir	599	ND	515
29	Finistère	1 674	150	2 073
30	Gard	1 647	20	669
31	Haute Garonne	1 098	NR	1 283
32	Gers	499	5	472
33	Gironde	2 892	NR	1 832
34	Hérault	1 516	NR	1 108
35	Ille et Vilaine	1 633	106	1 844
36	Indre	469	0	473
37	Indre et Loire	982	NR	718
38	Isère	1 764	NR	1 283
39	Jura	587	19	387
40	Landes	1 097	ND	147
41	Loir et Cher	621	126	437
42	Loire	1 377	242	2 153
43	Haute Loire	502	NR	499
44	Loire Atlantique	2 056	45	2 085
45	Loiret	909	NR	687
46	Lot	415	ND	313
47	Lot et Garonne	692	16	607
48	Lozère	363	14	194
49	Maine et Loire	1 438	2	1 710
50	Manche	1 418	65	1 455
51	Marne	833	49	763
52	Haute Marne	296	ND	502

**Bénéficiaires de l'aide sociale aux personnes âgées
effectifs au 31 décembre 2001 (*) - France métropolitaine et DOM**

Départements		A.S.H. en établissement	A.C.T.P. en établissement (1)	P.S.D. en établissement
53	Mayenne	955	23	1 436
54	Meurthe et Moselle	948	ND	1 167
55	Meuse	374	2	163
56	Morbihan	1 089	30	1 391
57	Moselle	1 367	15	693
58	Nièvre	797	19	381
59	Nord	5 374	NR	2 016
60	Oise	1 106	21	413
61	Orne	895	62	712
62	Pas de Calais	3 171	ND	1 373
63	Puy de Dôme	981	29	1 025
64	Pyrénées Atlantiques	1 722	ND	735
65	Hautes Pyrénées	836	NR	440
66	Pyrénées Orientales	672	24	370
67	Bas Rhin	1 439	79	542
68	Haut Rhin	1 042	NR	506
69	Rhône	3 010	NR	1 888
70	Haute Saône	399	ND	285
71	Saône et Loire	1 230	NR	1 152
72	Sarthe	NR	NR	NR
73	Savoie	454	19	442
74	Haute Savoie	861	0	389
75	Paris	7 158	140	662
76	Seine Maritime	2 655	ND	1 268
77	Seine et Marne	1 595	NR	796
78	Yvelines	1 615	ND	473
79	Deux Sèvres	NR	NR	NR
80	Somme	1 162	9	873
81	Tarn	688	177	606
82	Tarn et Garonne	441	NR	188
83	Var	1 653	33	966
84	Vaucluse	1 101	ND	535
85	Vendée	1 170	51	1 024
86	Vienne	675	ND	390
87	Haute Vienne	780	NR	649
88	Vosges	590	ND	558
89	Yonne	802	NR	395
90	Territoire de Belfort	142	7	108
91	Essonne	1 101	NR	518
92	Hauts de Seine	2 669	ND	713
93	Seine Saint Denis	2 650	NR	610
94	Val de Marne	1 856	305	460
95	Val d'Oise	1 359	37	406
971	Guadeloupe	798	1	26
972	Martinique	1 041	0	26
973	Guyane	NR	NR	NR
974	Réunion	912	49	5
TOTAL estimé France hors DOM		116 773	4 835	72 543
Estimation DOM		2 904	81	57
TOTAL estimé France entière		119 677	4 916	72 600

(*) Les cases NR et ND sont des données non disponibles.

(1) Lorsque la donnée "droits ouverts" n'était pas disponible dans le département mais qu'en revanche celle des "mandatés" au 31 décembre était connue, c'est cette dernière qui est publiée.

**Bénéficiaires de l'aide sociale aux personnes âgées
effectifs au 31 décembre 2001 (*) - France métropolitaine et DOM**

	Départements	Logement foyer	Maison retraite ou hospice	Unité de soins longue durée	Total A.S.H. en établissement
1	Ain	0	647	177	824
2	Aisne	ND	ND	ND	935
3	Allier	0	897	206	1 103
4	Alpes de Haute Provence	0	309	0	309
5	Hautes-alpes	10	140	80	230
6	Alpes Maritimes	50	2 316	2 054	4 420
7	Ardèche	0	511	269	780
8	Ardennes	0	383	84	467
9	Ariège	0	392	35	427
10	Aube	13	705	97	815
11	Aude	223	414	303	940
12	Aveyron	5	597	288	890
13	Bouches du Rhône	NR	1 580	1 765	ND
14	Calvados	0	1 364	342	1 706
15	Cantal	0	253	108	361
16	Charente	0	701	207	908
17	Charente Maritimes	54	732	239	1 025
18	Cher	0	ND	ND	462
19	Corrèze	81	67	370	518
2a	Corse du Sud	18	130	170	318
2b	Haute Corse	NR	NR	NR	NR
21	Côte d'Or	105	672	187	964
22	Côtes d'Armor	0	791	250	1 041
23	Creuse	0	275	85	360
24	Dordogne	0	905	176	1 081
25	Doubs	37	556	153	746
26	Drome	27	554	290	871
27	Eure	3	745	142	890
28	Eure et loir	4	469	126	599
29	Finistère	0	1 407	267	1 674
30	Gard	36	1 321	290	1 647
31	Haute Garonne	117	861	120	1 098
32	Gers	0	386	113	499
33	Gironde	22	2 348	522	2 892
34	Hérault	0	1 101	415	1 516
35	Ille et Vilaine	0	1 427	206	1 633
36	Indre	5	376	88	469
37	Indre et Loire	0	782	200	982
38	Isère	0	1 273	491	1 764
39	Jura	11	434	142	587
40	Landes	0	900	197	1 097
41	Loir et Cher	3	437	181	621
42	Loire	46	1 028	303	1 377
43	Haute Loire	0	420	82	502
44	Loire Atlantique	0	1 658	398	2 056
45	Loiret	5	678	226	909
46	Lot	46	286	83	415
47	Lot et Garonne	0	645	47	692
48	Lozère	0	363	0	363
49	Maine et Loire	17	1 266	155	1 438
50	Manche	24	1 394	0	1 418
51	Marne	0	673	160	833
52	Haute Marne	9	232	55	296

Bénéficiaires de l'aide sociale aux personnes âgées
effectifs au 31 décembre 2001 (*) - France métropolitaine et DOM

Départements		Logement foyer	Maison retraite ou hospice	Unité de soins longue durée	Total A.S.H. en établissement
53	Mayenne	29	NR	NR	955
54	Meurthe et Moselle	0	747	201	948
55	Meuse	0	325	49	374
56	Morbihan	0	803	286	1 089
57	Moselle	0	1 115	252	1 367
58	Nièvre	0	592	205	797
59	Nord	496	3 752	1 126	5 374
60	Oise	0	749	357	1 106
61	Orne	0	739	156	895
62	Pas de Calais	88	2 381	702	3 171
63	Puy de Dôme	23	746	212	981
64	Pyrénées Atlantiques	109	1 334	279	1 722
65	Hautes Pyrénées	1	673	162	836
66	Pyrénées Orientales	0	547	125	672
67	Bas Rhin	0	ND	ND	1 439
68	Haut Rhin	0	829	213	1 042
69	Rhône	NR	NR	NR	3 010
70	Haute Saône	3	301	95	399
71	Saône et Loire	5	969	256	1 230
72	Sarthe	NR	NR	NR	NR
73	Savoie	0	357	97	454
74	Haute Savoie	28	647	186	861
75	Paris	616	4 901	1 641	7 158
76	Seine Maritime	32	1 954	669	2 655
77	Seine et Marne	7	1 306	282	1 595
78	Yvelines	0	1 211	404	1 615
79	Deux Sèvres	NR	NR	NR	NR
80	Somme	2	936	224	1 162
81	Tarn	5	533	150	688
82	Tarn et Garonne	0	386	55	441
83	Var	159	1 238	256	1 653
84	Vaucluse	92	763	246	1 101
85	Vendée	0	877	293	1 170
86	Vienne	0	437	238	675
87	Haute Vienne	21	503	256	780
88	Vosges	0	526	64	590
89	Yonne	0	687	115	802
90	Territoire de Belfort	ND	ND	47	142
91	Essonne	41	1 060	0	1 101
92	Hauts de Seine	109	2 560	ND	2 669
93	Seine Saint Denis	170	1 821	659	2 650
94	Val de Marne	51	1 133	672	1 856
95	Val d'Oise	52	938	369	1 359
971	Guadeloupe	0	584	214	798
972	Martinique	61	778	202	1 041
973	Guyane	NR	NR	NR	NR
974	Réunion	0	868	44	912
TOTAL estimé France hors DOM		3 927	88 113	24 733	116 773
Estimation DOM		61	2 383	460	2 904
TOTAL estimé France entière		3 988	90 496	25 193	119 677

(*) Les cases NR et ND sont des données non disponibles.

AIDE SOCIALE AUX PERSONNES HANDICAPÉES

- Tableau 1 - Les principales aides : ACTP des moins de 60 ans, aides ménagères, aide sociale à l'hébergement, accueil par des particuliers.
- Tableau 2 - Les aides à domicile : ACTP des moins de 60 ans à domicile, aides ménagères.
- Tableau 3 - Les aides en faveur des personnes placées : aide sociale à l'hébergement, ACTP en établissement des moins de 60 ans.
- Tableau 5 - Les différentes structures d'hébergement des personnes placées : foyer d'hébergement, foyer occupationnel, maison de retraite ou hospice, foyer à double tarification pour les adultes lourdement handicapés.

**Bénéficiaires de l'aide sociale aux personnes handicapées
effectifs au 31 décembre 2001 (*) - France métropolitaine et DOM**

Départements		A.C.T.P. - 60 ans (1)	Aides ménagères (1)	Hébergement	Accueil de jour	Accueil particuliers	Total
1	Ain	680	99	724	56	1	1 560
2	Aisne	1 142	33	694	106	17	1 992
3	Allier	528	62	506	64	64	1 224
4	Alpes de Haute Provence	NR	80	155	NR	NR	ND
5	Hautes-alpes	167	26	147	26	1	367
6	Alpes Maritimes	2 127	216	980	201	16	3 540
7	Ardèche	353	56	377	29	34	849
8	Ardennes	814	111	369	2	10	1 306
9	Ariège	327	8	223	36	3	597
10	Aube	576	58	366	101	41	1 142
11	Aude	659	227	663	0	4	1 553
12	Aveyron	326	12	463	ND	2	ND
13	Bouches du Rhône	NR	153	1 799	154	0	ND
14	Calvados	1 435	266	998	402	89	3 190
15	Cantal	260	19	375	0	13	667
16	Charente	550	148	513	76	42	1 329
17	Charente Maritimes	794	192	999	87	181	2 253
18	Cher	ND	147	572	ND	83	ND
19	Corrèze	392	0	349	19	0	760
2a	Corse du Sud	NR	20	36	0	NR	ND
2b	Haute Corse	563	16	NR	NR	NR	ND
21	Côte d'Or	635	15	805	16	68	1 539
22	Côtes d'Armor	881	159	735	624	0	2 399
23	Creuse	239	4	272	0	1	516
24	Dordogne	704	55	748	42	12	1 561
25	Doubs	759	92	621	83	14	1 569
26	Drome	NR	0	588	NR	NR	ND
27	Eure	1 205	78	812	49	152	2 296
28	Eure et loir	491	7	744	17	27	1 286
29	Finistère	1 445	675	1 113	ND	54	ND
30	Gard	666	409	857	0	5	1 937
31	Haute Garonne	NR	157	1 686	0	12	ND
32	Gers	255	210	350	0	21	836
33	Gironde	2 044	507	1 069	97	44	3 761
34	Hérault	1 442	248	1 038	193	4	2 925
35	Ille et Vilaine	1 412	301	1 243	38	64	3 058
36	Indre	462	44	471	0	16	993
37	Indre et Loire	643	269	972	NR	ND	ND
38	Isère	1 280	176	1 597	235	97	3 385
39	Jura	345	10	464	12	10	841
40	Landes	332	108	568	0	9	1 017
41	Loir et Cher	389	35	532	68	22	1 046
42	Loire	2 014	427	1 200	ND	11	ND
43	Haute Loire	390	39	438	2	14	883
44	Loire Atlantique	1 284	387	1 315	185	141	3 312
45	Loiret	751	112	942	32	74	1 911
46	Lot	238	15	392	0	0	645
47	Lot et Garonne	531	178	555	30	25	1 319
48	Lozère	116	15	201	0	0	332
49	Maine et Loire	893	102	1 124	16	36	2 171
50	Manche	1 077	233	739	102	65	2 216
51	Marne	1 223	93	652	59	24	2 051
52	Haute Marne	ND	0	297	12	12	ND

**Bénéficiaires de l'aide sociale aux personnes handicapées
effectifs au 31 décembre 2001 (*) - France métropolitaine et DOM**

Départements		A.C.T.P. - 60 ans (1)	Aides ménagères (1)	Hébergement	Accueil de jour	Accueil particuliers	Total
53	Mayenne	365	73	825	NR	57	ND
54	Meurthe et Moselle	1 270	114	754	134	27	2 299
55	Meuse	286	7	266	12	12	583
56	Morbihan	1 031	301	984	20	37	2 373
57	Moselle	1 384	268	781	0	18	2 451
58	Nièvre	498	68	311	55	0	932
59	Nord	4 010	266	2 697	353	175	7 501
60	Oise	1 083	42	994	41	91	2 251
61	Orne	539	89	279	NR	35	ND
62	Pas de Calais	2 467	232	1 752	590	64	5 105
63	Puy de Dôme	878	8	906	123	75	1 990
64	Pyrénées Atlantiques	843	177	837	100	46	2 003
65	Hautes Pyrénées	490	184	442	0	4	1 120
66	Pyrénées Orientales	740	370	465	16	0	1 591
67	Bas Rhin	1 693	166	1 264	99	56	3 278
68	Haut Rhin	877	87	1 111	27	24	2 126
69	Rhône	2 765	NR	2 174	708	32	ND
70	Haute Saône	238	11	269	59	0	577
71	Saône et Loire	726	39	1 691	82	56	2 594
72	Sarthe	NR	NR	NR	NR	NR	ND
73	Savoie	487	115	502	64	1	1 169
74	Haute Savoie	478	120	701	115	1	1 415
75	Paris	3 863	635	2 278	326	29	7 131
76	Seine Maritime	2 476	116	1 791	686	164	5 233
77	Seine et Marne	1 794	92	1 446	0	78	3 410
78	Yvelines	ND	26	1 724	47	33	ND
79	Deux Sèvres	NR	NR	NR	NR	NR	ND
80	Somme	1 511	83	909	163	125	2 791
81	Tarn	689	136	698	24	12	1 559
82	Tarn et Garonne	310	63	475	17	10	875
83	Var	1 364	137	733	97	13	2 344
84	Vaucluse	547	159	551	57	0	1 314
85	Vendée	429	221	1 058	140	25	1 873
86	Vienne	480	89	463	78	122	1 232
87	Haute Vienne	636	36	681	52	0	1 405
88	Vosges	674	32	427	0	14	1 147
89	Yonne	781	23	709	61	86	1 660
90	Territoire de Belfort	109	18	105	30	2	264
91	Essonne	1 359	102	1 139	0	37	2 637
92	Hauts de Seine	ND	110	2 142	552	46	ND
93	Seine Saint Denis	NR	34	1 239	262	13	ND
94	Val de Marne	3 032	700	1 081	214	15	5 042
95	Val d'Oise	1 646	17	889	204	5	2 761
971	Guadeloupe	987	0	246	NR	16	ND
972	Martinique	810	0	37	0	8	855
973	Guyane	NR	NR	NR	NR	NR	ND
974	Réunion	1 967	134	619	9	ND	ND
TOTAL estimé France hors DOM		96 329	13 125	79 013	9 563	3 442	201 472
Estimation DOM		3 912	159	1 064	151	91	5 378
TOTAL estimé France entière		100 241	13 284	80 077	9 714	3 533	206 849

(*) Les cases NR et ND sont des données non disponibles.

(1) Lorsque la donnée "droits ouverts" n'était pas disponible dans le département mais qu'en revanche celle des "mandatés" au 31 décembre était connue, c'est cette dernière qui est publiée.

**Bénéficiaires de l'aide sociale aux personnes handicapées
effectifs au 31 décembre 2001 (*) - France métropolitaine et DOM**

Départements		Aides ménagères (1)	A.C.T.P. à domicile (1)
1	Ain	99	538
2	Aisne	33	996
3	Allier	62	528
4	Alpes de Haute Provence	80	NR
5	Hautes-alpes	26	167
6	Alpes Maritimes	216	NR
7	Ardèche	56	302
8	Ardennes	111	748
9	Ariège	8	269
10	Aube	58	481
11	Aude	227	ND
12	Aveyron	12	312
13	Bouches du Rhône	153	NR
14	Calvados	266	1 262
15	Cantal	19	248
16	Charente	148	NR
17	Charente Maritimes	192	NR
18	Cher	147	ND
19	Corrèze	0	NR
2a	Corse du Sud	20	NR
2b	Haute Corse	16	537
21	Côte d'Or	15	508
22	Côtes d'Armor	159	ND
23	Creuse	4	233
24	Dordogne	55	637
25	Doubs	92	650
26	Drome	0	NR
27	Eure	78	991
28	Eure et loir	7	ND
29	Finistère	675	952
30	Gard	409	583
31	Haute Garonne	157	NR
32	Gers	210	252
33	Gironde	507	NR
34	Hérault	248	1 244
35	Ille et Vilaine	301	918
36	Indre	44	462
37	Indre et Loire	269	558
38	Isère	176	1 220
39	Jura	10	207
40	Landes	108	ND
41	Loir et Cher	35	319
42	Loire	427	1 114
43	Haute Loire	39	NR
44	Loire Atlantique	387	934
45	Loiret	112	698
46	Lot	15	238
47	Lot et Garonne	178	489
48	Lozère	15	96
49	Maine et Loire	102	774
50	Manche	233	NR
51	Marne	93	921
52	Haute Marne	0	ND

**Bénéficiaires de l'aide sociale aux personnes handicapées
effectifs au 31 décembre 2001 (*) - France métropolitaine et DOM**

Départements		Aides ménagères (1)	A.C.T.P. à domicile (1)
53	Mayenne	73	365
54	Meurthe et Moselle	114	NR
55	Meuse	7	247
56	Morbihan	301	996
57	Moselle	268	1 318
58	Nièvre	68	468
59	Nord	266	3 993
60	Oise	42	917
61	Orne	89	526
62	Pas de Calais	232	2 361
63	Puy de Dôme	8	724
64	Pyrénées Atlantiques	177	ND
65	Hautes Pyrénées	184	NR
66	Pyrénées Orientales	370	670
67	Bas Rhin	166	1 449
68	Haut Rhin	87	871
69	Rhône	NR	NR
70	Haute Saône	11	ND
71	Saône et Loire	39	ND
72	Sarthe	NR	NR
73	Savoie	115	372
74	Haute Savoie	120	478
75	Paris	635	3 137
76	Seine Maritime	116	1 901
77	Seine et Marne	92	NR
78	Yvelines	26	ND
79	Deux Sèvres	NR	NR
80	Somme	83	1 394
81	Tarn	136	678
82	Tarn et Garonne	63	296
83	Var	137	1 239
84	Vaucluse	159	ND
85	Vendée	221	397
86	Vienne	89	390
87	Haute Vienne	36	NR
88	Vosges	32	591
89	Yonne	23	650
90	Territoire de Belfort	18	99
91	Essonne	102	NR
92	Hauts de Seine	110	ND
93	Seine Saint Denis	34	NR
94	Val de Marne	700	2 481
95	Val d'Oise	17	1 383
971	Guadeloupe	0	987
972	Martinique	0	807
973	Guyane	NR	NR
974	Réunion	134	1 878
TOTAL estimé France hors DOM		13 125	82 099
Estimation DOM		159	3 800
TOTAL estimé France entière		13 284	85 899

(*) Les cases NR et ND sont des données non disponibles.

(1) Lorsque la donnée "droits ouverts" n'était pas disponible dans le département mais qu'en revanche celle des "mandatés" au 31 décembre était connue, c'est cette dernière qui est publiée.

**Bénéficiaires de l'aide sociale aux personnes handicapées
effectifs au 31 décembre 2001 (*) - France métropolitaine et DOM**

Départements		Hébergement	A.C.T.P. - 60 ans en établissement (1)
1	Ain	724	142
2	Aisne	694	146
3	Allier	506	0
4	Alpes de Haute Provence	155	9
5	Hautes-alpes	147	0
6	Alpes Maritimes	980	NR
7	Ardèche	377	51
8	Ardennes	369	66
9	Ariège	223	58
10	Aube	366	95
11	Aude	663	ND
12	Aveyron	463	14
13	Bouches du Rhône	1 799	NR
14	Calvados	998	173
15	Cantal	375	12
16	Charente	513	NR
17	Charente Maritimes	999	NR
18	Cher	572	ND
19	Corrèze	349	NR
2a	Corse du Sud	36	NR
2b	Haute Corse	NR	26
21	Côte d'Or	805	127
22	Côtes d'Armor	735	ND
23	Creuse	272	6
24	Dordogne	748	67
25	Doubs	621	109
26	Drome	588	NR
27	Eure	812	214
28	Eure et loir	744	ND
29	Finistère	1 113	493
30	Gard	857	83
31	Haute Garonne	1 686	NR
32	Gers	350	3
33	Gironde	1 069	NR
34	Hérault	1 038	198
35	Ille et Vilaine	1 243	494
36	Indre	471	0
37	Indre et Loire	972	85
38	Isère	1 597	60
39	Jura	464	138
40	Landes	568	ND
41	Loir et Cher	532	70
42	Loire	1 200	900
43	Haute Loire	438	NR
44	Loire Atlantique	1 315	350
45	Loiret	942	53
46	Lot	392	0
47	Lot et Garonne	555	42
48	Lozère	201	20
49	Maine et Loire	1 124	119
50	Manche	739	NR
51	Marne	652	302
52	Haute Marne	297	ND

**Bénéficiaires de l'aide sociale aux personnes handicapées
effectifs au 31 décembre 2001 (*) - France métropolitaine et DOM**

Départements		Hébergement	A.C.T.P. - 60 ans en établissement (1)
1	Ain	724	142
2	Aisne	694	146
3	Allier	506	0
4	Alpes de Haute Provence	155	9
5	Hautes-alpes	147	0
6	Alpes Maritimes	980	NR
7	Ardèche	377	51
8	Ardennes	369	66
9	Ariège	223	58
10	Aube	366	95
11	Aude	663	ND
12	Aveyron	463	14
13	Bouches du Rhône	1 799	NR
14	Calvados	998	173
15	Cantal	375	12
16	Charente	513	NR
17	Charente Maritimes	999	NR
18	Cher	572	ND
19	Corrèze	349	NR
2a	Corse du Sud	36	NR
2b	Haute Corse	NR	26
21	Côte d'Or	805	127
22	Côtes d'Armor	735	ND
23	Creuse	272	6
24	Dordogne	748	67
25	Doubs	621	109
26	Drome	588	NR
27	Eure	812	214
28	Eure et loir	744	ND
29	Finistère	1 113	493
30	Gard	857	83
31	Haute Garonne	1 686	NR
32	Gers	350	3
33	Gironde	1 069	NR
34	Hérault	1 038	198
35	Ille et Vilaine	1 243	494
36	Indre	471	0
37	Indre et Loire	972	85
38	Isère	1 597	60
39	Jura	464	138
40	Landes	568	ND
41	Loir et Cher	532	70
42	Loire	1 200	900
43	Haute Loire	438	NR
44	Loire Atlantique	1 315	350
45	Loiret	942	53
46	Lot	392	0
47	Lot et Garonne	555	42
48	Lozère	201	20
49	Maine et Loire	1 124	119
50	Manche	739	NR
51	Marne	652	302
52	Haute Marne	297	ND

**Bénéficiaires de l'aide sociale aux personnes handicapées
effectifs au 31 décembre 2001 (*) - France métropolitaine et DOM**

Départements		Hébergement	A.C.T.P. - 60 ans en établissement (1)
53	Mayenne	825	0
54	Meurthe et Moselle	754	NR
55	Meuse	266	39
56	Morbihan	984	35
57	Moselle	781	66
58	Nièvre	311	30
59	Nord	2 697	17
60	Oise	994	166
61	Orne	279	13
62	Pas de Calais	1 752	106
63	Puy de Dôme	906	154
64	Pyrénées Atlantiques	837	ND
65	Hautes Pyrénées	442	NR
66	Pyrénées Orientales	465	70
67	Bas Rhin	1 264	244
68	Haut Rhin	1 111	6
69	Rhône	2 174	NR
70	Haute Saône	269	ND
71	Saône et Loire	1 691	ND
72	Sarthe	NR	NR
73	Savoie	502	115
74	Haute Savoie	701	0
75	Paris	2 278	726
76	Seine Maritime	1 791	575
77	Seine et Marne	1 446	NR
78	Yvelines	1 724	ND
79	Deux Sèvres	NR	NR
80	Somme	909	117
81	Tarn	698	11
82	Tarn et Garonne	475	14
83	Var	733	125
84	Vaucluse	551	ND
85	Vendée	1 058	32
86	Vienne	463	90
87	Haute Vienne	681	NR
88	Vosges	427	83
89	Yonne	709	131
90	Territoire de Belfort	105	10
91	Essonne	1 139	NR
92	Hauts de Seine	2 142	ND
93	Seine Saint Denis	1 239	NR
94	Val de Marne	1 081	551
95	Val d'Oise	889	263
971	Guadeloupe	246	0
972	Martinique	37	3
973	Guyane	NR	NR
974	Réunion	619	89
TOTAL estimé France hors DOM		79 013	14 230
Estimation DOM		1 064	112
TOTAL estimé France entière		80 077	14 342

(*) Les cases NR et ND sont des données non disponibles.

(1) Lorsque la donnée "droits ouverts" n'était pas disponible dans le département mais qu'en revanche celle des "mandatés" au 31 décembre était connue, c'est cette dernière qui est publiée.

**Bénéficiaires de l'aide sociale aux personnes handicapées
effectifs au 31 décembre 2001 (*) - France métropolitaine et DOM**

Départements		Foyer hébergement	Foyer occupation.	MR, hospice, USLD	Foyer double tarif.	Total hébergement
1	Ain	434	101	49	140	724
2	Aisne	ND	ND	40	ND	694
3	Allier	186	240	52	28	506
4	Alpes de Haute Provence	2	139	14	0	155
5	Hautes-alpes	77	49	6	15	147
6	Alpes Maritimes	843	0	137	0	980
7	Ardèche	216	161	0	0	377
8	Ardennes	110	238	21	0	369
9	Ariège	132	17	25	49	223
10	Aube	134	183	43	6	366
11	Aude	482	103	20	58	663
12	Aveyron	270	156	37	0	463
13	Bouches du Rhône	704	942	153	0	1 799
14	Calvados	605	229	164	0	998
15	Cantal	245	71	23	36	375
16	Charente	224	143	80	66	513
17	Charente Maritimes	451	412	58	78	999
18	Cher	264	286	22	0	572
19	Corrèze	174	157	18	0	349
2a	Corse du Sud	35	0	1	0	36
2b	Haute Corse	NR	NR	NR	NR	NR
21	Côte d'Or	419	183	75	128	805
22	Côtes d'Armor	252	171	25	287	735
23	Creuse	194	38	17	23	272
24	Dordogne	368	308	72	0	748
25	Doubs	351	189	51	30	621
26	Drome	274	266	48	0	588
27	Eure	284	364	94	70	812
28	Eure et loir	258	318	67	101	744
29	Finistère	220	467	208	218	1 113
30	Gard	408	235	126	88	857
31	Haute Garonne	561	823	109	193	1 686
32	Gers	127	130	28	65	350
33	Gironde	342	441	75	211	1 069
34	Hérault	474	296	112	156	1 038
35	Ille et Vilaine	476	455	131	181	1 243
36	Indre	199	240	12	20	471
37	Indre et Loire	438	351	128	55	972
38	Isère	810	377	327	83	1 597
39	Jura	226	192	37	9	464
40	Landes	270	217	29	52	568
41	Loir et Cher	220	247	65	0	532
42	Loire	656	283	142	119	1 200
43	Haute Loire	292	NR	35	NR	438
44	Loire Atlantique	325	627	115	248	1 315
45	Loiret	397	414	68	63	942
46	Lot	247	136	9	0	392
47	Lot et Garonne	227	269	50	9	555
48	Lozère	113	54	28	6	201
49	Maine et Loire	381	546	158	39	1 124
50	Manche	391	229	92	27	739
51	Marne	248	270	77	57	652
52	Haute Marne	198	81	18	0	297

**Bénéficiaires de l'aide sociale aux personnes handicapées
effectifs au 31 décembre 2001 (*) - France métropolitaine et DOM**

Départements		Foyer hébergement	Foyer occupation.	MR, hospice, USLD	Foyer double tarif.	Total hébergement
53	Mayenne	NR	NR	59	NR	825
54	Meurthe et Moselle	398	272	47	37	754
55	Meuse	94	93	20	59	266
56	Morbihan	283	398	91	212	984
57	Moselle	491	92	49	149	781
58	Nièvre	118	168	22	3	311
59	Nord	1 345	1 109	119	124	2 697
60	Oise	554	393	0	47	994
61	Orne	180	38	57	4	279
62	Pas de Calais	881	585	153	133	1 752
63	Puy de Dôme	349	389	113	55	906
64	Pyrénées Atlantiques	446	309	80	2	837
65	Hautes Pyrénées	205	37	89	111	442
66	Pyrénées Orientales	208	197	60	0	465
67	Bas Rhin	370	534	212	148	1 264
68	Haut Rhin	415	492	113	91	1 111
69	Rhône	1 285	689	0	200	2 174
70	Haute Saône	133	80	27	29	269
71	Saône et Loire	466	636	414	175	1 691
72	Sarthe	NR	NR	NR	NR	NR
73	Savoie	328	93	30	51	502
74	Haute Savoie	434	171	42	54	701
75	Paris	733	944	438	163	2 278
76	Seine Maritime	467	916	0	408	1 791
77	Seine et Marne	2	1 176	268	0	1 446
78	Yvelines	639	711	79	295	1 724
79	Deux Sèvres	NR	NR	NR	NR	NR
80	Somme	311	539	59	0	909
81	Tarn	178	158	31	331	698
82	Tarn et Garonne	135	293	26	21	475
83	Var	266	348	48	71	733
84	Vaucluse	294	214	39	4	551
85	Vendée	NR	NR	NR	NR	1 058
86	Vienne	284	118	47	14	463
87	Haute Vienne	346	283	38	14	681
88	Vosges	163	185	54	25	427
89	Yonne	152	432	96	29	709
90	Territoire de Belfort	ND	ND	ND	0	105
91	Essonne	458	598	83	ND	1 139
92	Hauts de Seine	ND	ND	302	ND	2 142
93	Seine Saint Denis	343	647	154	95	1 239
94	Val de Marne	473	503	105	0	1 081
95	Val d'Oise	409	267	101	112	889
971	Guadeloupe	4	15	227	0	246
972	Martinique	6	28	0	3	37
973	Guyane	NR	NR	NR	NR	NR
974	Réunion	153	215	52	199	619
TOTAL estimé France hors DOM		34 073	30 492	7 885	6 563	79 013
Estimation DOM		163	258	430	213	1 064
TOTAL estimé France entière		34 236	30 750	8 316	6 776	80 077

(*) Les cases NR et ND sont des données non disponibles.

AIDE SOCIALE À L'ENFANCE

Tableau 1 - Enfants confiés à l'aide sociale à l'enfance : pupilles, par délégation de l'autorité parentale, par mesure de tutelle, retrait partiel de l'autorité parentale, placement par le juge au titre de l'ASE, accueil provisoire de mineurs, accueil provisoire de jeunes majeurs.

Tableau 2 - Enfants confiés à l'aide social à l'enfance : mesures administratives, mesures judiciaires.

Tableau 3 - Placements directs par le juge : placement auprès d'un tiers digne de confiance, placement auprès d'un établissement, délégation de l'autorité parentale.

Tableau 4 - Enfants accueillis à l'aide sociale à l'enfance : enfants confiés, placements directs par le juge.

Tableau 5 - Actions éducatives : actions éducatives à domicile, actions éducatives en milieu ouvert.

Tableau 6 - Différents types de placement des enfants confiés à l'aide sociale à l'enfance : familles d'accueil, établissements, autres.

**Bénéficiaires de l'aide sociale à l'enfance
effectifs au 31 décembre 2001 (*) - France métropolitaine et DOM**

Départements		Pupilles	DAP (1)	Tutelle	Retrait partiel	Placement ASE (juge)	A.P(2) Mineurs	A.P.J Majeurs (3)	Total enfants confiés
1	Ain	NR	NR	NR	NR	NR	NR	NR	NR
2	Aisne	51	51	24	0	1 190	74	78	1 519
3	Allier	21	19	10	0	606	21	77	775
4	Alpes de Haute Provence	7	3	1	0	147	39	25	229
5	Hautes-Alpes	5	0	0	0	64	15	31	120
6	Alpes Maritimes	67	41	32	0	856	76	96	1 235
7	Ardèche	0	1	7	ND	209	56	39	NR
8	Ardennes	17	25	21	0	578	7	56	721
9	Ariège	2	0	12	0	299	46	74	435
10	Aube	19	28	35	0	496	99	77	773
11	Aude	10	16	NR	0	471	119	81	NR
12	Aveyron	6	8	19	0	297	68	53	457
13	Bouches du Rhône	130	37	117	0	1 694	167	372	2 647
14	Calvados	15	25	53	0	1 164	206	164	1 642
15	Cantal	5	2	7	0	119	10	12	160
16	Charente	19	11	27	0	554	26	109	765
17	Charente Maritime	10	39	20	0	916	271	336	1 602
18	Cher	11	18	23	0	583	203	115	964
19	Corrèze	11	12	10	0	157	12	32	245
2a	Corse du Sud	3	0	5	0	103	23	15	152
2b	Haute Corse	4	7	0	0	7	27	10	59
21	Côte d'Or	22	10	52	0	630	240	75	1 051
22	Côtes d'Armor	15	4	15	0	842	65	125	1 081
23	Creuse	3	0	2	0	224	13	57	302
24	Dordogne	14	4	19	0	463	127	83	724
25	Doubs	13	12	15	0	628	120	99	900
26	Drome	6	36	16	0	616	95	61	836
27	Eure	26	36	47	0	848	97	173	1 253
28	Eure et loir	19	21	33	0	689	152	109	1 042
29	Finistère	26	22	34	0	1 328	70	335	1 841
30	Gard	19	15	20	0	669	294	121	1 157
31	Haute Garonne	46	25	73	0	792	463	151	1 596
32	Gers	0	10	1	0	160	26	28	225
33	Gironde	35	115	51	0	1 369	780	355	2 740
34	Hérault	49	23	30	0	1 350	409	160	2 070
35	Ille et Vilaine	30	59	37	0	1 232	154	214	1 756
36	Indre	9	5	5	1	302	73	32	436
37	Indre et Loire	16	15	35	0	916	79	154	1 231
38	Isère	36	40	25	0	954	244	181	1 516
39	Jura	6	9	7	0	319	72	58	477
40	Landes	4	17	12	0	443	331	114	925
41	Loir et Cher	11	7	14	0	362	67	66	538
42	Loire	19	19	6	0	895	48	107	1 113
43	Haute Loire	NR	NR	NR	NR	NR	NR	NR	NR
44	Loire Atlantique	43	42	37	0	1 095	137	240	1 637
45	Loiret	25	21	40	0	751	114	128	1 104
46	Lot	1	0	1	0	151	59	30	243
47	Lot et Garonne	12	4	11	0	232	68	44	383
48	Lozère	0	0	3	0	15	14	14	46
49	Maine et Loire	16	19	27	4	1 107	145	131	1 465
50	Manche	16	18	44	0	521	87	51	753
51	Marne	31	35	35	3	979	71	111	1 296
52	Haute Marne	24	9	7	0	393	13	40	510

Bénéficiaires de l'aide sociale à l'enfance
Effectifs au 31 décembre 2001(*) - France métropolitaine et DOM

Départements		Pupilles	DAP (1)	Tutelle	Retrait partiel	Placement ASE (juge)	A.P (2) Mineurs	A.P.J Majeurs (3)	Total enfants confiés
53	Mayenne	NR	NR	NR	NR	490	84	20	NR
54	Meurthe et Moselle	33	50	35	0	873	36	0	1 060
55	Meuse	7	5	26	0	511	24	60	640
56	Morbihan	42	49	28	0	620	85	104	970
57	Moselle	59	30	50	0	943	63	142	1 346
58	Nièvre	10	25	5	0	380	104	78	612
59	Nord	223	384	194	ND	7 122	430	975	NR
60	Oise	54	0	95	0	1 220	74	184	1 681
61	Orne	14	7	12	0	724	82	74	927
62	Pas de Calais	168	216	110	0	3 570	138	354	4 724
63	Puy de Dôme	27	42	24	ND	449	136	169	NR
64	Pyrénées Atlantiques	22	29	13	0	480	243	60	869
65	Hautes Pyrénées	8	4	8	0	297	113	71	509
66	Pyrénées Orientales	7	14	10	0	439	62	18	557
67	Bas Rhin	42	63	90	0	1 110	184	118	1 649
68	Haut Rhin	42	32	24	0	827	76	40	1 083
69	Rhône	111	25	46	0	1 126	297	205	1 921
70	Haute Saône	3	33	5	0	319	38	58	459
71	Saône et Loire	17	10	32	0	570	127	67	840
72	Sarthe	23	37	18	0	700	98	92	991
73	Savoie	8	18	24	0	427	155	73	713
74	Haute Savoie	27	27	25	0	399	112	92	709
75	Paris	171	46	218	0	2 398	577	751	4 332
76	Seine Maritime	63	98	83	ND	2 022	163	525	NR
77	Seine et Marne	46	57	40	0	1 496	225	208	2 118
78	Yvelines	ND	37	57	ND	1 405	143	258	NR
79	Deux Sèvres	NR	NR	NR	NR	NR	NR	NR	NR
80	Somme	12	52	29	0	1 120	28	137	1 390
81	Tarn	NR	NR	NR	NR	NR	NR	NR	NR
82	Tarn et Garonne	2	0	10	0	120	63	47	244
83	Var	49	34	40	0	669	137	73	1 051
84	Vaucluse	11	31	17	0	436	65	76	647
85	Vendée	11	8	16	0	519	82	108	755
86	Vienne	7	15	15	4	580	58	100	786
87	Haute Vienne	15	ND	48	0	354	54	62	NR
88	Vosges	17	13	24	1	269	70	27	438
89	Yonne	14	25	17	0	750	33	77	930
90	Territoire de Belfort	5	6	2	0	185	21	15	239
91	Essonne	83	30	80	0	1 224	320	450	2 270
92	Hauts de Seine	115	60	100	0	1 473	314	469	2 646
93	Seine Saint Denis	109	102	180	0	2 316	364	560	3 740
94	Val de Marne	90	32	71	0	991	263	319	1 856
95	Val d'Oise	52	34	59	0	979	149	195	1 520
971	Guadeloupe	NR	NR	NR	NR	NR	NR	NR	NR
972	Martinique	14	20	11	0	527	303	92	981
973	Guyane	NR	NR	NR	NR	NR	NR	NR	NR
974	Réunion	162	146	78	0	1 517	145	141	2 351
TOTAL estimé France hors DOM		2 881	2 831	3 215	16	76 112	12 539	12 235	110 829
Estimation DOM		218	182	136	0	2 435	913	1 518	5 403
TOTAL estimé France entière		3 099	3 013	3 351	16	78 547	13 452	14 754	116 232

(*) Les cases à blanc sont des données non disponibles.

(1) Délégation de l'autorité parentale

(2) Accueil provisoire de mineurs

(3) Accueil provisoire de jeunes majeurs

**Bénéficiaires de l'aide sociale à l'enfance
effectifs au 31 décembre 2001 (*) - France métropolitaine et DOM**

Départements		Mesures administratives	Mesures judiciaires	Total enfants confiés
1	Ain	NR	NR	NR
2	Aisne	203	1 316	1 519
3	Allier	119	656	775
4	Alpes de Haute Proven	71	158	229
5	Hautes-Alpes	51	69	120
6	Alpes Maritimes	239	996	1 235
7	Ardèche	95	NR	NR
8	Ardennes	80	641	721
9	Ariège	122	313	435
10	Aube	195	578	773
11	Aude	210	NR	NR
12	Aveyron	127	330	457
13	Bouches du Rhône	669	1 978	2 647
14	Calvados	385	1 257	1 642
15	Cantal	27	133	160
16	Charente	154	611	765
17	Charente Maritime	617	985	1 602
18	Cher	329	635	964
19	Corrèze	55	190	245
2a	Corse du Sud	41	111	152
2b	Haute Corse	41	18	59
21	Côte d'Or	337	714	1 051
22	Côtes d'Armor	205	876	1 081
23	Creuse	73	229	302
24	Dordogne	224	500	724
25	Doubs	232	668	900
26	Drome	162	674	836
27	Eure	296	957	1 253
28	Eure et loir	280	762	1 042
29	Finistère	431	1 410	1 841
30	Gard	434	723	1 157
31	Haute Garonne	660	936	1 596
32	Gers	54	171	225
33	Gironde	1 170	1 570	2 740
34	Hérault	618	1 452	2 070
35	Ille et Vilaine	398	1 358	1 756
36	Indre	114	322	436
37	Indre et Loire	249	982	1 231
38	Isère	461	1 055	1 516
39	Jura	136	341	477
40	Landes	449	476	925
41	Loir et Cher	144	394	538
42	Loire	174	939	1 113
43	Haute Loire	NR	NR	NR
44	Loire Atlantique	420	1 217	1 637
45	Loiret	267	837	1 104
46	Lot	90	153	243
47	Lot et Garonne	124	259	383
48	Lozère	28	18	46
49	Maine et Loire	292	1 173	1 465
50	Manche	154	599	753
51	Marne	213	1 083	1 296
52	Haute Marne	77	433	510

Bénéficiaires de l'aide sociale à l'enfance
effectifs au 31 décembre 2001 (*) - France métropolitaine et DOM

Départements		Mesures administratives	Mesures judiciaires	Total enfants confiés
53	Mayenne	NR	NR	NR
54	Meurthe et Moselle	69	991	1 060
55	Meuse	91	549	640
56	Morbihan	231	739	970
57	Moselle	264	1 082	1 346
58	Nièvre	192	420	612
59	Nord	1 628	NR	NR
60	Oise	312	1 369	1 681
61	Orne	170	757	927
62	Pas de Calais	660	4 064	4 724
63	Puy de Dôme	332	NR	NR
64	Pyrénées Atlantiques	325	544	869
65	Hautes Pyrénées	192	317	509
66	Pyrénées Orientales	87	470	557
67	Bas Rhin	344	1 305	1 649
68	Haut Rhin	158	925	1 083
69	Rhône	613	1 308	1 921
70	Haute Saône	99	360	459
71	Saône et Loire	211	629	840
72	Sarthe	213	778	991
73	Savoie	236	477	713
74	Haute Savoie	231	478	709
75	Paris	1 499	2 833	4 332
76	Seine Maritime	751	NR	NR
77	Seine et Marne	479	1 639	2 118
78	Yvelines	NR	NR	NR
79	Deux Sèvres	NR	NR	NR
80	Somme	177	1 213	1 390
81	Tarn	NR	NR	NR
82	Tarn et Garonne	112	132	244
83	Var	259	792	1 051
84	Vaucluse	152	495	647
85	Vendée	201	554	755
86	Vienne	165	621	786
87	Haute Vienne	131	NR	NR
88	Vosges	114	324	438
89	Yonne	124	806	930
90	Territoire de Belfort	41	198	239
91	Essonne	853	1 417	2 270
92	Hauts de Seine	898	1 748	2 646
93	Seine Saint Denis	1 033	2 707	3 740
94	Val de Marne	672	1 184	1 856
95	Val d'Oise	396	1 124	1 520
971	Guadeloupe	NR	NR	NR
972	Martinique	409	572	981
973	Guyane	NR	NR	NR
974	Réunion	448	1 903	2 351
TOTAL estimé France hors DOM		28 655	82 174	110 829
Estimation DOM		2 650	2 753	5 403
TOTAL estimé France entière		31 305	84 927	116 232

(*) Les cases à blanc sont des données non disponibles.

Bénéficiaires de l'aide sociale à l'enfance
effectifs au 31 décembre 2001 (*) - France métropolitaine et DOM

Départements		Placement par le juge auprès d'un tiers	Placement par le juge auprès d'un établissement ou un service	DAP** à un particulier ou à un établissement	Total placements directs
1	Ain	NR	NR	NR	NR
2	Aisne	197	62	0	259
3	Allier	73	23	0	96
4	Alpes de Haute Provence	25	6	0	31
5	Hautes-Alpes	4	1	1	6
6	Alpes Maritimes	287	173	0	460
7	Ardèche	53	0	0	53
8	Ardennes	75	30	33	138
9	Ariège	26	5	0	31
10	Aube	49	119	ND	NR
11	Aude	39	42	0	81
12	Aveyron	ND	7	ND	NR
13	Bouches du Rhône	364	469	0	833
14	Calvados	68	274	0	342
15	Cantal	9	208	ND	NR
16	Charente	63	36	0	99
17	Charente Maritime	NR	NR	NR	NR
18	Cher	36	3	9	48
19	Corrèze	66	39	0	105
2a	Corse du Sud	23	9	0	32
2b	Haute Corse	10	15	0	25
21	Côte d'Or	49	311	0	360
22	Côtes d'Armor	ND	ND	0	NR
23	Creuse	47	18	0	65
24	Dordogne	55	181	0	236
25	Doubs	72	111	0	183
26	Drome	57	40	0	97
27	Eure	157	97	0	254
28	Eure et loir	87	118	9	214
29	Finistère	ND	109	ND	NR
30	Gard	40	208	1	249
31	Haute Garonne	103	349	0	452
32	Gers	27	35	0	62
33	Gironde	82	550	0	632
34	Hérault	129	91	0	220
35	Ille et Vilaine	ND	164	ND	NR
36	Indre	12	19	1	32
37	Indre et Loire	130	18	0	148
38	Isère	122	237	9	368
39	Jura	39	8	1	48
40	Landes	30	106	0	136
41	Loir et Cher	27	65	ND	NR
42	Loire	107	339	0	446
43	Haute Loire	NR	NR	NR	NR
44	Loire Atlantique	98	642	15	755
45	Loiret	65	110	0	175
46	Lot	8	51	0	59
47	Lot et Garonne	43	276	0	319
48	Lozère	6	31	0	37
49	Maine et Loire	50	37	ND	NR
50	Manche	69	141	0	210
51	Marne	136	44	13	193
52	Haute Marne	19	19	0	38

**Bénéficiaires de l'aide sociale à l'enfance
effectifs au 31 décembre 2001 (*) - France métropolitaine et DOM**

Départements		Placement par le juge auprès d'un tiers	Placement par le juge auprès d'un établissement ou un service	DAP** à un particulier ou à un établissement	Total placements directs
53	Mayenne	16	30	NR	NR
54	Meurthe et Moselle	168	98	3	269
55	Meuse	37	19	0	56
56	Morbihan	61	228	0	289
57	Moselle	222	454	0	676
58	Nièvre	53	10	2	65
59	Nord	856	287	0	1 143
60	Oise	197	ND	0	NR
61	Orne	43	36	0	79
62	Pas de Calais	306	298	11	615
63	Puy de Dôme	73	256	2	331
64	Pyrénées Atlantiques	12	305	0	317
65	Hautes Pyrénées	25	34	0	59
66	Pyrénées Orientales	45	30	0	75
67	Bas Rhin	267	235	0	502
68	Haut Rhin	55	378	0	433
69	Rhône	206	756	0	962
70	Haute Saône	37	53	0	90
71	Saône et Loire	68	231	0	299
72	Sarthe	106	273	0	379
73	Savoie	12	86	ND	NR
74	Haute Savoie	39	14	15	68
75	Paris	295	414	7	716
76	Seine Maritime	226	286	ND	NR
77	Seine et Marne	171	226	0	397
78	Yvelines	214	234	ND	NR
79	Deux Sèvres	NR	NR	NR	NR
80	Somme	135	117	0	252
81	Tarn	NR	NR	NR	NR
82	Tarn et Garonne	34	117	0	151
83	Var	64	56	0	120
84	Vaucluse	117	142	ND	NR
85	Vendée	57	23	0	80
86	Vienne	0	48	0	48
87	Haute Vienne	3	ND	ND	NR
88	Vosges	71	127	0	198
89	Yonne	79	29	0	108
90	Territoire de Belfort	34	7	0	41
91	Essonne	245	62	0	307
92	Hauts de Seine	204	378	11	593
93	Seine Saint Denis	531	397	51	979
94	Val de Marne	248	113	0	361
95	Val d'Oise	198	208	NR	NR
971	Guadeloupe	NR	NR	NR	NR
972	Martinique	35	4	5	44
973	Guyane	NR	NR	NR	NR
974	Réunion	442	228	211	881
TOTAL estimé France hors DOM		9 526	13 679	225	23 657
Estimation DOM		892	429	216	1 192
TOTAL estimé France entière		10 417	14 108	441	24 849

(*) Les cases à blanc sont des données non disponibles.

(**) Délégation d'autorité parentale

**Bénéficiaires de l'aide sociale à l'enfance
effectifs au 31 décembre 2001 (*) - France métropolitaine et DOM**

Départements		Total enfants confiés à l'ASE	Total des placements directs	Total des enfants accueillis
1	Ain	NR	NR	NR
2	Aisne	1 519	259	1 778
3	Allier	775	96	871
4	Alpes de Haute Provence	229	31	260
5	Hautes-Alpes	120	6	126
6	Alpes Maritimes	1 235	460	1 695
7	Ardèche	NR	53	NR
8	Ardennes	721	138	859
9	Ariège	435	31	466
10	Aube	773	NR	NR
11	Aude	NR	81	NR
12	Aveyron	457	NR	NR
13	Bouches du Rhône	2 647	833	3 480
14	Calvados	1 642	342	1 984
15	Cantal	160	NR	NR
16	Charente	765	99	864
17	Charente Maritime	1 602	NR	NR
18	Cher	964	48	1 012
19	Corrèze	245	105	350
2a	Corse du Sud	152	32	184
2b	Haute Corse	59	25	84
21	Côte d'Or	1 051	360	1 411
22	Côtes d'Armor	1 081	NR	NR
23	Creuse	302	65	367
24	Dordogne	724	236	960
25	Doubs	900	183	1 083
26	Drome	836	97	933
27	Eure	1 253	254	1 507
28	Eure et loir	1 042	214	1 256
29	Finistère	1 841	NR	NR
30	Gard	1 157	249	1 406
31	Haute Garonne	1 596	452	2 048
32	Gers	225	62	287
33	Gironde	2 740	632	3 372
34	Hérault	2 070	220	2 290
35	Ille et Vilaine	1 756	NR	NR
36	Indre	436	32	468
37	Indre et Loire	1 231	148	1 379
38	Isère	1 516	368	1 884
39	Jura	477	48	525
40	Landes	925	136	1 061
41	Loir et Cher	538	NR	NR
42	Loire	1 113	446	1 559
43	Haute Loire	NR	NR	NR
44	Loire Atlantique	1 637	755	2 392
45	Loiret	1 104	175	1 279
46	Lot	243	59	302
47	Lot et Garonne	383	319	702
48	Lozère	46	37	83
49	Maine et Loire	1 465	NR	NR
50	Manche	753	210	963
51	Marne	1 296	193	1 489
52	Haute Marne	510	38	548

**Bénéficiaires de l'aide sociale à l'enfance
effectifs au 31 décembre 2001 (*) - France métropolitaine et DOM**

Départements		Total enfants confiés à l'ASE	Total des placements directs	Total des enfants accueillis
53	Mayenne	NR	NR	NR
54	Meurthe et Moselle	1 060	269	1 329
55	Meuse	640	56	696
56	Morbihan	970	289	1 259
57	Moselle	1 346	676	2 022
58	Nièvre	612	65	677
59	Nord	NR	1 143	NR
60	Oise	1 681	NR	NR
61	Orne	927	79	1 006
62	Pas de Calais	4 724	615	5 339
63	Puy de Dôme	NR	331	NR
64	Pyrénées Atlantiques	869	317	1 186
65	Hautes Pyrénées	509	59	568
66	Pyrénées Orientales	557	75	632
67	Bas Rhin	1 649	502	2 151
68	Haut Rhin	1 083	433	1 516
69	Rhône	1 921	962	2 883
70	Haute Saône	459	90	549
71	Saône et Loire	840	299	1 139
72	Sarthe	991	379	1 370
73	Savoie	713	NR	NR
74	Haute Savoie	709	68	777
75	Paris	4 332	716	5 048
76	Seine Maritime	NR	NR	NR
77	Seine et Marne	2 118	397	2 515
78	Yvelines	NR	NR	NR
79	Deux Sèvres	NR	NR	NR
80	Somme	1 390	252	1 642
81	Tarn	NR	NR	NR
82	Tarn et Garonne	244	151	395
83	Var	1 051	120	1 171
84	Vaucluse	647	NR	NR
85	Vendée	755	80	835
86	Vienne	786	48	834
87	Haute Vienne	NR	NR	NR
88	Vosges	438	198	636
89	Yonne	930	108	1 038
90	Territoire de Belfort	239	41	280
91	Essonne	2 270	307	2 577
92	Hauts de Seine	2 646	593	3 239
93	Seine Saint Denis	3 740	979	4 719
94	Val de Marne	1 856	361	2 217
95	Val d'Oise	1 520	NR	NR
971	Guadeloupe	NR	NR	NR
972	Martinique	981	44	1 025
973	Guyane	NR	NR	NR
974	Réunion	2 351	881	3 232
TOTAL estimé France hors DOM		110 829	23 657	134 486
Estimation DOM		5 403	1 192	6 595
TOTAL estimé France entière		116 232	24 849	141 081

(*) Les cases à blanc sont des données non disponibles.

**Bénéficiaires de l'aide sociale à l'enfance
effectifs au 31 décembre 2001 (*) - France métropolitaine et DOM**

Départements		Actions éducatives à domicile	Actions éducatives en milieu ouvert	Total des actions éducatives
1	Ain	NR	NR	NR
2	Aisne	331	1 046	1 377
3	Allier	98	587	685
4	Alpes de Haute Provence	208	230	438
5	Hautes-Alpes	35	182	217
6	Alpes Maritimes	633	1 556	2 189
7	Ardèche	91	363	454
8	Ardennes	356	678	1 034
9	Ariège	105	261	366
10	Aube	74	375	449
11	Aude	531	474	1 005
12	Aveyron	159	370	529
13	Bouches du Rhône	360	3 781	4 141
14	Calvados	455	1 473	1 928
15	Cantal	97	407	504
16	Charente	80	197	277
17	Charente Maritime	161	522	683
18	Cher	80	ND	NR
19	Corrèze	228	293	521
2a	Corse du Sud	186	222	408
2b	Haute Corse	114	242	356
21	Côte d'Or	449	755	1 204
22	Côtes d'Armor	402	1 366	1 768
23	Creuse	303	295	598
24	Dordogne	158	460	618
25	Doubs	164	695	859
26	Drome	287	929	1 216
27	Eure	486	1 024	1 510
28	Eure et loir	83	805	888
29	Finistère	695	785	1 480
30	Gard	395	436	831
31	Haute Garonne	867	1 368	2 235
32	Gers	137	92	229
33	Gironde	1 309	1 988	3 297
34	Hérault	105	1 273	1 378
35	Ille et Vilaine	472	1 310	1 782
36	Indre	253	179	432
37	Indre et Loire	242	1 009	1 251
38	Isère	373	1 569	1 942
39	Jura	278	407	685
40	Landes	283	697	980
41	Loir et Cher	264	309	573
42	Loire	105	ND	ND
43	Haute Loire	NR	NR	ND
44	Loire Atlantique	251	2 079	2 330
45	Loiret	261	756	1 017
46	Lot	171	251	422
47	Lot et Garonne	195	649	844
48	Lozère	22	92	114
49	Maine et Loire	206	530	736
50	Manche	500	417	917
51	Marne	31	873	904
52	Haute Marne	43	208	251

Bénéficiaires de l'aide sociale à l'enfance
effectifs au 31 décembre 2001 (*) - France métropolitaine et DOM

Départements		Actions éducatives à domicile	Actions éducatives en milieu ouvert	Total des actions éducatives
53	Mayenne	211	223	434
54	Meurthe et Moselle	475	1 807	2 282
55	Meuse	146	223	369
56	Morbihan	534	782	1 316
57	Moselle	202	1 403	1 605
58	Nièvre	147	391	538
59	Nord	799	7 823	8 622
60	Oise	ND	1 156	ND
61	Orne	244	769	1 013
62	Pas de Calais	302	2 873	3 175
63	Puy de Dôme	425	1 333	1 758
64	Pyrénées Atlantiques	305	1 422	1 727
65	Hautes Pyrénées	36	236	272
66	Pyrénées Orientales	340	515	855
67	Bas Rhin	455	1 592	2 047
68	Haut Rhin	114	2 073	2 187
69	Rhône	1 877	3 103	4 980
70	Haute Saône	304	425	729
71	Saône et Loire	272	512	784
72	Sarthe	67	960	1 027
73	Savoie	79	546	625
74	Haute Savoie	246	458	704
75	Paris	1 436	2 685	4 121
76	Seine Maritime	ND	2 827	ND
77	Seine et Marne	777	1 322	2 099
78	Yvelines	676	1 473	2 149
79	Deux Sèvres	NR	NR	NR
80	Somme	205	1 324	1 529
81	Tarn	NR	NR	NR
82	Tarn et Garonne	141	262	403
83	Var	278	790	1 068
84	Vaucluse	73	591	664
85	Vendée	473	553	1 026
86	Vienne	64	611	675
87	Haute Vienne	151	322	473
88	Vosges	347	696	1 043
89	Yonne	77	617	694
90	Territoire de Belfort	89	287	376
91	Essonne	1 160	955	2 115
92	Hauts de Seine	1 044	2 096	3 140
93	Seine Saint Denis	507	2 430	2 937
94	Val de Marne	322	955	1 277
95	Val d'Oise	299	1 504	1 803
971	Guadeloupe	NR	NR	NR
972	Martinique	242	346	588
973	Guyane	NR	NR	NR
974	Réunion	673	1 502	2 175
TOTAL estimé France hors DOM		31 640	91 405	123 046
Estimation DOM		1 156	4 079	5 235
TOTAL estimé France entière		32 796	95 485	128 281

(*) Les cases à blanc sont des données non disponibles.

**Bénéficiaires de l'aide sociale à l'enfance
effectifs au 31 décembre 2000 (*) - France métropolitaine et DOM**

	Départements	Familles d'accueil	Établissements	Autres
1	Ain	NR	NR	NR
2	Aisne	1 098	269	43
3	Allier	586	149	3
4	Alpes de Haute Provence	160	52	4
5	Hautes-Alpes	59	37	1
6	Alpes Maritimes	459	601	63
7	Ardèche	200	112	0
8	Ardennes	520	148	9
9	Ariège	342	32	0
10	Aube	ND	ND	ND
11	Aude	409	199	ND
12	Aveyron	338	87	7
13	Bouches du Rhône	NR	NR	NR
14	Calvados	1 042	412	138
15	Cantal	136	17	0
16	Charente	470	232	3
17	Charente Maritime	839	330	423
18	Cher	640	261	12
19	Corrèze	168	48	0
2a	Corse du Sud	134	15	0
2b	Haute Corse	ND	ND	ND
21	Côte d'Or	660	321	35
22	Côtes d'Armor	782	234	20
23	Creuse	228	35	17
24	Dordogne	490	173	0
25	Doubs	577	253	25
26	Drome	489	294	0
27	Eure	731	416	0
28	Eure et loir	337	606	NR
29	Finistère	1 218	469	0
30	Gard	526	578	22
31	Haute Garonne	586	833	ND
32	Gers	186	39	0
33	Gironde	1 488	1 217	0
34	Hérault	1 306	488	226
35	Ille et Vilaine	1 212	462	52
36	Indre	271	129	27
37	Indre et Loire	662	469	57
38	Isère	707	724	0
39	Jura	218	206	23
40	Landes	634	208	4
41	Loir et Cher	379	138	2
42	Loire	550	499	ND
43	Haute Loire	NR	NR	NR
44	Loire Atlantique	ND	ND	ND
45	Loiret	564	407	ND
46	Lot	153	68	6
47	Lot et Garonne	208	159	0
48	Lozère	25	11	1
49	Maine et Loire	709	720	7
50	Manche	500	193	38
51	Marne	815	413	3
52	Haute Marne	388	81	6

**Bénéficiaires de l'aide sociale à l'enfance
effectifs au 31 décembre 2000 (*) - France métropolitaine et DOM**

	Départements	Familles d'accueil	Établissements	Autres
53	Mayenne	442	152	NR
54	Meurthe et Moselle	540	426	58
55	Meuse	373	248	2
56	Morbihan	723	138	55
57	Moselle	759	475	10
58	Nièvre	409	162	3
59	Nord	4 917	3 912	288
60	Oise	NR	NR	NR
61	Orne	743	116	3
62	Pas de Calais	2 803	2 440	24
63	Puy de Dôme	540	212	29
64	Pyrénées Atlantiques	549	239	59
65	Hautes Pyrénées	317	168	2
66	Pyrénées Orientales	343	198	9
67	Bas Rhin	745	801	46
68	Haut Rhin	435	606	0
69	Rhône	825	777	64
70	Haute Saône	212	210	6
71	Saône et Loire	444	353	1
72	Sarthe	689	267	0
73	Savoie	447	227	17
74	Haute Savoie	273	385	13
75	Paris	1 782	1 906	204
76	Seine Maritime	ND	1 370	107
77	Seine et Marne	1 041	1 037	ND
78	Yvelines	NR	1 279	73
79	Deux Sèvres	NR	NR	NR
80	Somme	960	348	0
81	Tarn	NR	NR	NR
82	Tarn et Garonne	192	31	7
83	Var	420	553	1
84	Vaucluse	325	263	41
85	Vendée	526	147	25
86	Vienne	525	182	6
87	Haute Vienne	339	172	0
88	Vosges	275	129	4
89	Yonne	612	288	0
90	Territoire de Belfort	131	55	0
91	Essonne	ND	ND	ND
92	Hauts de Seine	980	1 032	274
93	Seine Saint Denis	1 695	992	705
94	Val de Marne	1 055	448	59
95	Val d'Oise	668	654	99
971	Guadeloupe	NR	NR	NR
972	Martinique	587	361	11
973	Guyane	NR	NR	NR
974	Réunion	1 689	340	160
TOTAL estimé France hors DOM		61 120	41 737	4 556
Estimation DOM		3 239	1 251	325
TOTAL estimé France entière		64 359	42 988	4 881

(*) Les cases à blanc sont des données non disponibles.

AIDE SOCIALE DE L'ÉTAT

Tableau 1 - Allocation simple en faveur des personnes âgées,
allocation différentielle en faveur des personnes handicapées.

Tableau 2 - Aide sociale aux sans domicile fixe : aide sociale aux personnes âgées,
aide sociale aux personnes handicapées, aide sociale à l'enfance.

**Bénéficiaires de l'aide sociale relevant de la compétence de l'Etat
effectifs au 31 décembre 2001 (*) - France métropolitaine et DOM**

Départements		Personnes âgées Alloc. simple	Pers. Handic. Alloc. différent.
1	Ain	0	0
2	Aisne	0	0
3	Allier	0	8
4	Alpes de Haute Provence	8	5
5	Hautes-alpes	0	2
6	Alpes Maritimes	6	22
7	Ardèche	0	3
8	Ardennes	0	0
9	Ariège	ND	2
10	Aube	0	1
11	Aude	0	4
12	Aveyron	0	0
13	Bouches du Rhône	3	45
14	Calvados	0	1
15	Cantal	0	3
16	Charente	0	14
17	Charente Maritimes	0	0
18	Cher	0	32
19	Corrèze	1	7
2a	Corse du Sud	0	0
2b	Haute Corse	0	0
21	Côte d'Or	0	44
22	Côtes d'Armor	NR	NR
23	Creuse	0	0
24	Dordogne	0	13
25	Doubs	2	18
26	Drome	0	3
27	Eure	0	14
28	Eure et loir	2	5
29	Finistère	2	49
30	Gard	0	10
31	Haute Garonne	0	33
32	Gers	0	0
33	Gironde	0	5
34	Hérault	0	1
35	Ille et Vilaine	1	16
36	Indre	NR	NR
37	Indre et Loire	2	5
38	Isère	NR	NR
39	Jura	0	0
40	Landes	0	41
41	Loir et Cher	0	2
42	Loire	0	1
43	Haute Loire	4	13
44	Loire Atlantique	0	38
45	Loiret	0	11
46	Lot	0	8
47	Lot et Garonne	0	0
48	Lozère	1	2
49	Maine et Loire	0	0
50	Manche	0	0
51	Marne	0	13
52	Haute Marne	0	0

effectifs au 31 décembre 2001 (*) - France métropolitaine et DOM

Départements		Personnes âgées Alloc. simple	Pers. Handic. Alloc. différent.
53	Mayenne	0	2
54	Meurthe et Moselle	0	0
55	Meuse	0	6
56	Morbihan	0	15
57	Moselle	0	1
58	Nièvre	1	8
59	Nord	2	52
60	Oise	0	47
61	Orne	0	26
62	Pas de Calais	0	33
63	Puy de Dôme	0	16
64	Pyrénées Atlantiques	0	20
65	Hautes Pyrénées	0	14
66	Pyrénées Orientales	0	0
67	Bas Rhin	1	61
68	Haut Rhin	0	23
69	Rhône	0	7
70	Haute Saône	0	0
71	Saône et Loire	2	14
72	Sarthe	2	18
73	Savoie	0	3
74	Haute Savoie	1	5
75	Paris	2	70
76	Seine Maritime	3	0
77	Seine et Marne	0	0
78	Yvelines	1	26
79	Deux Sèvres	0	0
80	Somme	0	18
81	Tarn	0	24
82	Tarn et Garonne	0	5
83	Var	0	12
84	Vaucluse	1	9
85	Vendée	0	6
86	Vienne	0	18
87	Haute Vienne	0	26
88	Vosges	0	9
89	Yonne	0	6
90	Territoire de Belfort	1	2
91	Essonne	6	12
92	Hauts de Seine	3	0
93	Seine Saint Denis	0	96
94	Val de Marne	0	76
95	Val d'Oise	0	7
971	Guadeloupe	34	0
972	Martinique	NR	NR
973	Guyane	23	0
974	Réunion	10	0
TOTAL estimé France hors DOM		59	1 300
Estimation DOM		129	0
TOTAL estimé France entière		189	1 300

(*) Les cases NR et ND sont des données non disponibles.

**Bénéficiaires de l'aide sociale relevant de la compétence de l'Etat
effectifs au 31 décembre 2001 (*) - France métropolitaine et DOM**

Départements	Aide sociale aux sans domicile fixe			
	Pers. âgées	Pers. handicapées	Enfance	Total
1 Ain	29	7	0	36
2 Aisne	66	6	0	72
3 Allier	17	4	0	21
4 Alpes de Haute Provence	10	5	NR	ND
5 Hautes-alpes	18	8	0	26
6 Alpes Maritimes	38	24	0	62
7 Ardèche	9	3	0	12
8 Ardennes	3	1	0	4
9 Ariège	6	1	1	8
10 Aube	9	4	0	13
11 Aude	10	6	0	16
12 Aveyron	7	0	0	7
13 Bouches du Rhône	135	19	0	154
14 Calvados	11	16	0	27
15 Cantal	5	1	0	6
16 Charente	25	17	0	42
17 Charente Maritimes	16	1	0	17
18 Cher	33	10	0	43
19 Corrèze	7	12	0	19
2a Corse du Sud	2	0	0	2
2b Haute Corse	0	0	0	0
21 Côte d'Or	46	15	0	61
22 Côtes d'Armor	NR	NR	NR	ND
23 Creuse	6	2	0	8
24 Dordogne	25	9	0	34
25 Doubs	11	3	0	14
26 Drome	11	3	0	14
27 Eure	52	4	0	56
28 Eure et loir	52	7	0	59
29 Finistère	20	10	0	30
30 Gard	32	2	0	34
31 Haute Garonne	95	49	0	144
32 Gers	28	14	0	42
33 Gironde	39	5	0	44
34 Hérault	64	16	0	80
35 Ille et Vilaine	77	32	0	109
36 Indre	NR	NR	NR	ND
37 Indre et Loire	44	5	0	49
38 Isère	NR	NR	NR	ND
39 Jura	12	2	0	14
40 Landes	7	3	0	10
41 Loir et Cher	4	7	0	11
42 Loire	22	2	0	24
43 Haute Loire	4	2	0	6
44 Loire Atlantique	34	50	0	84
45 Loiret	16	12	0	28
46 Lot	15	3	0	18
47 Lot et Garonne	31	7	0	38
48 Lozère	27	7	0	34
49 Maine et Loire	12	13	0	25
50 Manche	27	13	0	40
51 Marne	19	1	0	20
52 Haute Marne	2	2	0	4

**Bénéficiaires de l'aide sociale relevant de la compétence de l'Etat
effectifs au 31 décembre 2001 (*) - France métropolitaine et DOM**

Départements	Aide sociale aux sans domicile fixe			
	Pers. âgées	Pers. handicapées	Enfance	Total
53 Mayenne	9	4	0	13
54 Meurthe et Moselle	4	5	0	9
55 Meuse	7	0	0	7
56 Morbihan	33	16	0	49
57 Moselle	18	1	0	19
58 Nièvre	9	6	0	15
59 Nord	92	33	0	125
60 Oise	82	5	0	87
61 Orne	22	0	0	22
62 Pas de Calais	15	9	0	24
63 Puy de Dôme	12	6	0	18
64 Pyrénées Atlantiques	38	11	0	49
65 Hautes Pyrénées	37	11	0	48
66 Pyrénées Orientales	23	11	0	34
67 Bas Rhin	26	35	0	61
68 Haut Rhin	50	30	0	80
69 Rhône	57	26	0	83
70 Haute Saône	12	0	0	12
71 Saône et Loire	13	6	0	19
72 Sarthe	9	7	0	16
73 Savoie	8	1	0	9
74 Haute Savoie	8	8	0	16
75 Paris	74	26	0	100
76 Seine Maritime	64	6	0	70
77 Seine et Marne	78	37	0	115
78 Yvelines	61	64	0	125
79 Deux Sèvres	4	5	0	9
80 Somme	17	3	0	20
81 Tarn	31	13	0	44
82 Tarn et Garonne	13	1	0	14
83 Var	64	7	0	71
84 Vaucluse	32	0	0	32
85 Vendée	21	6	0	27
86 Vienne	5	4	0	9
87 Haute Vienne	6	0	0	6
88 Vosges	4	4	0	8
89 Yonne	17	9	0	26
90 Territoire de Belfort	4	2	0	6
91 Essonne	199	26	0	225
92 Hauts de Seine	236	37	0	273
93 Seine Saint Denis	55	51	0	106
94 Val de Marne	115	6	0	121
95 Val d'Oise	106	24	0	130
971 Guadeloupe	34	0	0	34
972 Martinique	NR	NR	NR	ND
973 Guyane	5	0	0	5
974 Réunion	0	0	0	0
TOTAL estimé France hors DOM	3 137	1 046	1	4 184
Estimation DOM	39	0	0	39
TOTAL estimé France entière	3 176	1 046	1	4 223

(*) Les cases NR et ND sont des données non disponibles.